

Racisme, fascisme DÉGAGÉ !



Pour aller au-delà du « buzz » que provoquent les deux récents sondages Harris interactive-le Parisien sur les intentions de vote au 1^{er} tour de la présidentielle de 2012, il ne s'agit pas de les balayer d'un revers de main. Ils sont les indicateurs supplémentaires d'une crédibilité retrouvée du néofascisme dans la situation sociale et politique actuelle.

Au regard de la politique menée par la droite au pouvoir, on découvre, sans surprise, qu'un électeur sur cinq ou un sur quatre, ayant voté Sarkozy en 2007, voterait pour Marine Le Pen en 2012. De plus, 30% des catégories populaires auraient l'intention de voter pour la candidate de la « préférence nationale ». Ce bruyant retour du Front national dans la vie politique renvoie à une double stratégie orchestrée par la nouvelle génération de cadres frontistes : pousser la droite à se radicaliser et,

simultanément, mener son OPA sur les couches moyennes et les catégories populaires. Il renvoie également aux carences de la gauche sociale et politique et au manque de crédibilité d'un projet de transformation sociale alternatif au système capitaliste.

À DROITE, JUSQU'OU ?

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, les lois sécuritaires (la loi Loppsi 2, par exemple) et anti-immigrés, deux marqueurs « identitaires » de l'extrême droite, ont ponctué l'actualité politique.

Depuis le 8 mars, le projet de loi sur l'immigration dit « loi Besson » est de nouveau examiné par l'Assemblée nationale, après avoir été retoqué par le Sénat pour ce qui est de l'extension de la déchéance de nationalité. Sachant que l'ensemble de la loi Besson est à combattre, cet article, à lui seul, met en cause le caractère « républicain » de la loi. 68 députés conduits par Jean-Louis Borloo présentent un amendement visant à sa suppression.

SUITE PAGE 2

**MANIF contre les expulsions et le logement
cher, pour des logements sociaux...**

Samedi 12 mars à Paris, à 14h 30

Agenda

10 et 17 mars, soutien BDS, Bobigny. En soutien aux militants inculpés dans le cadre de la campagne BDS, meeting « Des sanctions contre Israël » le 10 mars. RV à 19h30 salle Pablo-Neruda, 31 avenue Salvador-Allende. Le 17 mars, RV à 12 heures au tribunal de Bobigny (M° Pablo-Picasso).

11 mars, petite enfance, national. Journée nationale de mobilisation (grève, manifs, rassemblements, réunions...) dans le secteur de la petite enfance (public-privé), à l'appel du collectif Pas de bébés à la consigne. Infos sur : www.pasdebebesalaconsigne.com

11 mars, cantonales, Belfort. Belfort. Meeting du Front de gauche et du NPA en soutien aux candidats. RV à 20 heures à la Maison du peuple.

12 mars, contre les expulsions, manif, Paris. La fin de la trêve hivernale approche et les expulsions vont recommencer. Le ReSEL appelle à une manifestation pour l'arrêt des expulsions, la production massive de logements sociaux et contre le logement cher. RV à 14h30, place de la République.

12 mars, droit aux soins, manif, Mantes. Le NPA, qui soutient depuis le début, en juillet dernier, ce juste combat, appelle la population de la région à se joindre à la manifestation appelée par le Comité Cœur Hôpital Mantes. RV à 10 heures devant le palais de justice de Mantes-la-Jolie, pour la réouverture du service de coronarographie.

16 mars, Frantz Fanon, conférence débat, Paris. La Société Louise-Michel, la Fondation Frantz Fanon, les éditions La Découverte et la Librairie du 104 organisent une conférence débat : « Actualité de la pensée de Frantz Fanon ». Avec Immanuel Wallerstein, Achille Mbembé, Mireille Fanon Mendès-France et Olivier Besancenot. RV à 19h30 Atelier 3 - 104, 11 bis, rue Curial, Paris 19°.

16 mars, réunion publique Amérique latine, Vitry. Le comité NPA de Vitry-sur-Seine vous invite à une réunion publique sur l'Amérique latine. RV à 20 heures, salle du Château, 6, rue Montebello (derrière la place du Marché).

17 mars, Gaza, Nancy. Dans le cadre de l'opération « Un bateau pour Gaza », projection du film *Gazastrophe* suivie d'un débat. RV au cinéma Caméo Saint-Sébastien, Nancy.

26 mars, la Commune de 1871, hier et demain, Le Creusot. Soirée d'information et de débat : actualité de la Commune, la Commune du Creusot et Jean-Baptiste Dumay. Avec la participation de La Mère En Gueule. RV à 17h30, salle Saint-Henri.



Racisme, fascisme DÉGAGE !

SUITE DE LA PAGE 1

Et, dans le même temps, conduits par Christian Estrosi - député-maire de Nice dont la compagne affrontera sur le 14^e canton niçois l'alliance Jacques Peyrat-Front national - une quarantaine de députés présenteront un amendement allant encore plus loin dans l'extension de la déchéance que la version rejetée. Mais pour le Front national, l'UMP ne va pas assez loin face à « la déferlante » migratoire provoquée par les révolutions arabes. Une pétition pour un « moratoire sur la politique de l'immigration » est mise en ligne. Tandis que le président d'honneur du FN, Jean-Marie Le Pen, dans son « journal de bord », formule les solutions frontistes : rétablissement des frontières et contrôles accrus ; suppression du droit du sol ; suppression de la double nationalité ; contrôle sévère du droit d'asile et du regroupement familial. De quoi inspirer le gouvernement ? Mais au-delà des « fondamentaux », Marine Le Pen est consciente que sa stratégie de conquête du pouvoir implique de sortir le Front national de son isolement². Pour cela, il s'agit, comme pour d'autres à l'extrême droite, de revisiter de « nouveaux territoires » afin de se rendre audible à de plus larges franges électorales. Il en va ainsi du thème républicain de la laïcité auquel certains milieux professionnels et militants peuvent être réceptifs. Il en est de même concernant la question sociale.

HOLD-UP SUR LE MONDE DU TRAVAIL

Lors de son discours d'investiture, Marine Le Pen déclarait : « Nous voulons mettre en œuvre une politique basée sur la remise en ordre de l'État-Nation par une souveraineté recouvrée, la revitalisation de la démocratie par la participation des citoyens aux affaires qui les concernent, un État protecteur et efficace au service de la communauté nationale, garant de la laïcité, de la prospérité et des libertés. Un État luttant partout contre l'injustice engendrée par le règne de l'argent-roi. Nous organiserons la relocalisation du travail et de l'économie grâce au protectionnisme social et territorial, et ce de manière à empêcher la concurrence déloyale, le démantèlement de nos économies et la destruction de nos emplois. Pour ce faire, nous engageons dès notre arrivée au pouvoir un vaste train de réformes destiné à éliminer les privilèges et à mettre sur pied une politique fiscale et sociale efficace et juste. » Ces engagements étant pris, il s'agit de leur donner corps. Ainsi les diffusions de tracts se multiplient devant les usines (encore récemment devant les chantiers de Saint-Nazaire) ; les communiqués de presse à tonalité sociale sont plus fréquents (contre l'augmentation des tarifs du gaz, contre la hausse des prix alimentaires, pour un plan d'action pour contrer l'ascension des prix de l'essence...) ; la contestation des organisations

syndicales et de leur « monopole » est organisé médiatiquement (affaire Engelmann) ; une « lettre aux fonctionnaires » visant à dépasser les malentendus du passé est rédigée. Le renouveau frontiste actuel n'impose-t-il pas, aux organisations démocratiques, à la gauche sociale et politique, de renouer avec des pratiques de terrain, unitaires et permanentes, capables de déconstruire, point par point, les impostures du FN en direction du monde du travail et des classes populaires et de renouer avec la lutte quotidienne contre l'extrême droite dans les entreprises, les écoles et les quartiers ? Cela ne dédouanant nullement les organisations de la gauche radicale de leur responsabilité à rendre audible et crédible un projet de transformation sociale en rupture avec le système capitaliste.

Gabriel Gérard

1-La députée Chantal Brunel, ancienne porte-parole de l'UMP, vient de déclarer : « Il faut rassurer les Français sur toutes les migrations de populations qui viendraient de la Méditerranée. Après tout remettons-les dans les bateaux ! »
2-En 2006, Marine Le Pen participe à un débat organisé par Beur-FM. Dimanche 13 mars, elle prend la parole sur Radio J.

regards



Propos recueillis par Dominique Angelini

Il y a 140 ans, la Commune de Paris

À l'occasion du 140^e anniversaire de la Commune de Paris, de nombreux événements sont organisés pour commémorer cette révolution. Serge Portejoie, membre des Amis de la Commune de Paris, nous détaille le programme.

Pouvez-vous nous présenter rapidement l'association Les Amis de la Commune ?

Le 11 juillet 1880, l'Assemblée nationale amnistie les communards. Après 1880, de retour d'exil ou de déportation, certains s'organisent. La « Solidarité des proscrits de 1871 » est fondée en 1852. En 1889, lui succède la « Société fraternelle des anciens combattants de la Commune ». En 1929, l'association prend le titre d'Association des vétérans et des amis de la Commune. Enfin, avec le départ des vétérans, l'association prend son titre actuel des « Amis de la Commune de Paris 1871 ». Aujourd'hui, l'association des Amis de la Commune de Paris 1871 lutte contre l'oubli des programmes scolaires et l'occultation de la Commune dans la mémoire collective, elle perpétue les idéaux de la Commune et fait connaître son œuvre prémonitrice : école laïque, séparation de l'Église et de l'État, interdiction du travail de nuit, émancipation des femmes, droits égaux des étrangers, prémices de l'autogestion des entreprises... Des idéaux aujourd'hui en résonance avec les luttes nationales et internationales et d'une actualité brûlante dans un monde inégalitaire, dominé par le pouvoir de l'argent.

Quelles sont les initiatives prévues pour ce 140^e anniversaire ?

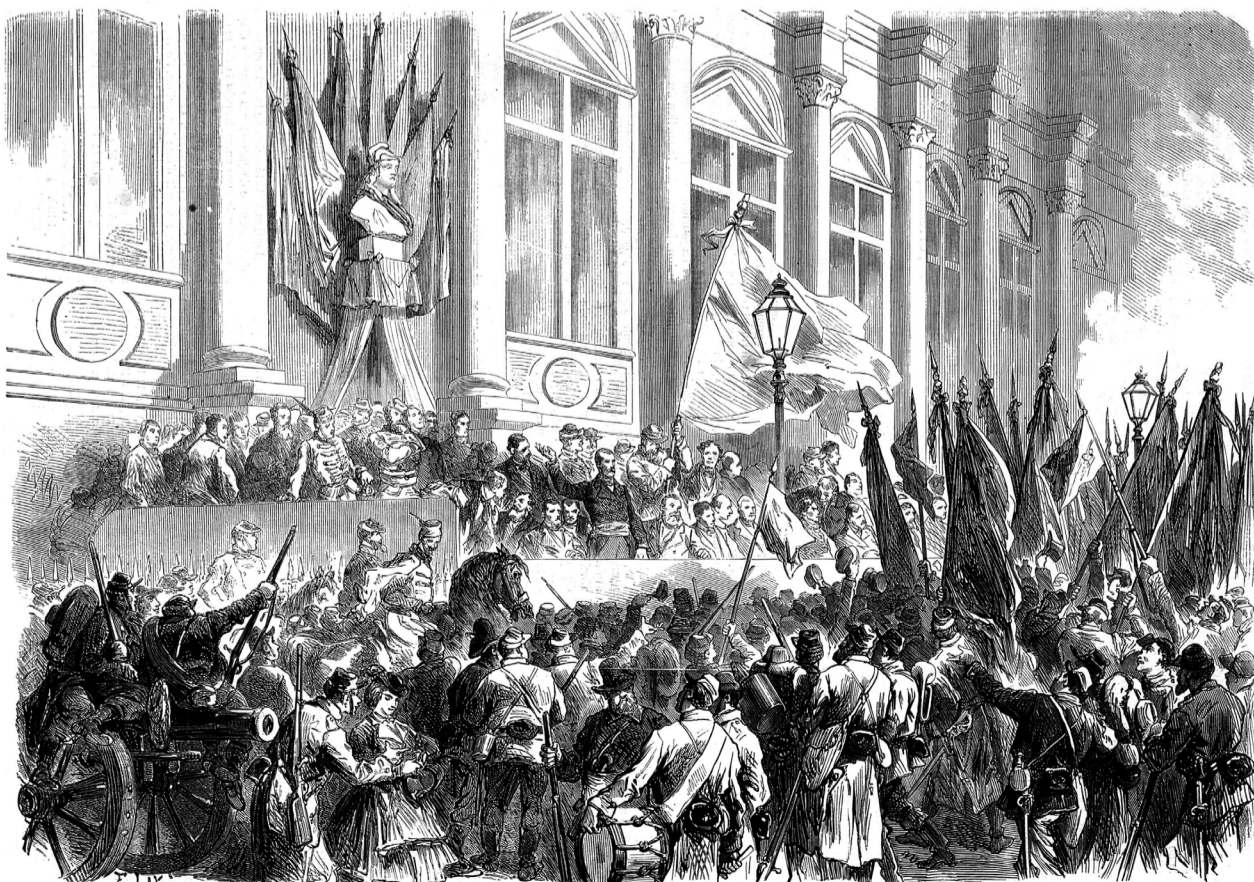
Les initiatives seront nombreuses et diverses. En plus des manifestations habituelles : 18 mars, banquet communard, montée au mur des Fédérés le 28 mai, fête de la Commune du dernier samedi de septembre, Paris communards, s'ajouteront des expositions, des conférences et des débats, notamment à la demande de diverses organisations, syndicats, et collectivités, à Paris, banlieue et province. À Paris, du 30 mai au 19 juin 2011, à la salle des Cordeliers, 15 rue de l'École de médecine, Paris 6^e (M° Odéon) se tiendra une importante exposition.

Au Petit Palais des Beaux-Arts de la ville de Paris, avenue Winston-Churchill, Paris 8^e, huit conférences sont prévues du 29 avril au 16 juin. Y seront abordés différents thèmes, sur l'histoire politique de la Commune, la Commune et les étrangers, la Commune et la démocratie... L'histoire de la Commune sillonnera aussi la province ; des initiatives couvriront l'année 2011. Quelques initiatives sont prévues au Luxembourg et en Belgique.

Pouvez-vous nous donner des détails sur l'initiative autour du 18 mars ?

Elle se déroulera sur un lieu symbolique à partir de 17 heures : la place de l'Hôtel-de-Ville de Paris. En effet, lorsque la Commune est prononcée le

28 mars, elle s'installe dans l'hôtel de ville pavoisé de drapeaux rouges, en présence d'une foule de dizaines de milliers de sympathisants. Les temps forts de la Commune seront rappelés sous forme de tableaux scéniques (spectacles) présentés à plusieurs reprises durant la soirée : la tentative de confiscation par les Versaillais des canons achetés par souscription par les Parisiens pour défendre leur ville, la proclamation de la Commune le 28 mars sur la place de l'Hôtel-de-Ville, la prise de parole de quelques élus rappelant l'œuvre de la Commune et sa modernité. Des animations musicales sont aussi au programme, avec chansons, chorale, fanfare, rock, accordéon, poésie...



LA COMMUNE DE PARIS. — Proclamation sur la place de l'Hôtel-de-Ville, des résultats du scrutin du 30 mars.

Logements : l'esprit des lois...

Le 15 mars marque la fin de la trêve hivernale et les expulsions vont recommencer. Alors que le gouvernement méprise les 8 millions de mal-logés, il faut se mobiliser.

Pour les 300 000 personnes supplémentaires soumises à l'ISF, l'État s'engage à faire une loi qui soulage ces pauvres contribuables. Mais pas de loi pour les 8 millions de personnes disposant de moins de 949 euros par mois pour vivre ni pour 8 236 000 personnes sans logement, mal-logées ou en situation de fragilité.

La priorité, c'est l'ISF et les ministres Baroin et Apparou crient dans tous les médias: «Plus de la moitié des gens assujettis à l'ISF le sont uniquement du fait de l'évolution du prix de l'immobilier.»

Pourquoi arrêter le raisonnement en si bon chemin?

Ces ministres oublient que l'augmentation des prix de l'immobilier est le fruit de leur politique du logement qui distribue depuis des années des aides pour l'accès à la propriété et qui défiscalise, favorisant surtout les promoteurs, les entreprises de construction, les agences immobilières, les fonds de pension et les banques privées.

Tout est fait pour inciter les ménages, même les plus modestes, à devenir propriétaires. Cette posture idéologique du gouvernement est soutenue par de nombreuses collectivités locales voyant là un moyen de se désengager des politiques de logement.

Ainsi sous couvert de la décentralisation, l'État a transféré ses responsabilités aux collectivités locales qui ont alors tout fait pour s'alléger de cette «charge» qu'est la gestion sociale du logement au profit du marché. Le marché est d'ailleurs présenté comme seul capable de répondre aux besoins de construction de logements (besoins estimés à 1 million). L'État et les collectivités abandonnent tout ou partie de leur parc social ou à caractère

social. Déjà les organismes sociaux de gestion et de construction se sont transformés le plus souvent en sociétés privées (SA HLM), dont le but n'est plus de loger un maximum de ménages à des loyers abordables, mais de loger les ménages solvables en réalisant les meilleurs profits possibles. Cette idée est aujourd'hui reprise et développée par André Yché de la Caisse des dépôts et consignations (organisme public) pour qui: «Les organismes de logement HLM doivent cesser de penser à leurs missions sociales pour devenir des "gestionnaires de portefeuilles d'actifs immobiliers"; ils ne doivent pas hésiter à se lancer dans des spéculations foncières et immobilières et empêcher au passage de formidables plus-values, à chaque fois que c'est possible.» «C'est ainsi que s'agissant de la production de logements sociaux, dit ce patron d'une société publique, ignorer le stock de plus-values latentes recélées dans le parc de plus de 4 millions de logements (de l'ordre de 200 milliards d'euros) revient à mettre à la charge de la collectivité tout le poids de l'action publique.» À terme, le but est de privatiser le secteur social, en vendant le parc existant, puis en finançant la construction des logements sociaux par le privé.

LA FIN DU LOGEMENT SOCIAL

Le logement social devenant inaccessible aux plus modestes, il ne leur restera plus qu'à s'endetter avec des produits financiers sophistiqués fondés sur l'hypothèque de leur maison. Et voilà la porte ouverte à la spéculation à outrance et aux «subprimes».

Cela favorise alors les opérations immobilières comme avenue Matignon où la société Axa, comme d'autres, laisse pendant



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

des années des immeubles inoccupés pour les revendre à bon prix; et pour les 100 000 personnes à la rue représentées par Jeudi noir ce fut l'expulsion en pleine trêve hivernale. Car le gouvernement actuel applique les lois de façon très différenciée. Pour réaliser des expulsions, l'État est très rapide, mais il est beaucoup plus lent à appliquer la loi du Droit au logement opposable qui contraint à fournir un logement pour tous, et concerne beaucoup de familles menacées d'expulsion. De même l'État évacue les camps de Roms et fait la chasse aux gens du voyage qui «s'installent n'importe où», mais ne fait pas appliquer la loi obligeant les communes de plus de 5 000 habitants à leur créer des aires d'accueil. Enfin, l'État va jusqu'à se doter au travers de Loppsi 2 de

moyens pour détruire les habitations de fortune des 85 000 personnes vivant en cabane, construction provisoire, camping et mobil-home, mais est incapable de fournir, là encore, un logement pour tous.

L'esprit de ces lois est guidé exclusivement par l'intérêt de ceux qui les ont créées.

Pour lutter contre ces lois injustes, contre les expulsions, contre les logements chers et pour la construction massive de logements sociaux, il faut donc toutes et tous, se mobiliser et participer aux manifestations marquant la fin de la trêve hivernale samedi 12 mars!

Yannick Henrio

1. Extraits cités dans l'article de Médiapart du 8 février 2011: *Le logement social, entre privatisation et affairisme.*



Par **Alain Pojolat**

NI OTAN NI KADHAFI POUVOIR POPULAIRE !

Allant au bout dans son délire de dictateur paranoïaque, Muammar Kadhafi qui pendant 42 ans ne cessa d'invoquer sa légitimité populaire et d'affirmer son affection pour le peuple libyen, termine sa carrière dans un bunker. Son armée et ses mercenaires se livrent à des massacres de masse, faisant plus de 7 000 morts, et occasionnant le départ du pays de plus d'un million de personnes. La guerre civile menace et les combats avivent les rivalités tribales. Alors que les bombardements de populations des zones libérées continuent, il ose proposer au Conseil national de l'opposition de «négocier» pour lui, sa famille et ses proches une sortie «honorable» du conflit comprenant leur départ de Libye avec une «certaine somme d'argent garantie». Qui pourrait, même au nom d'un anti-impérialisme passé, au demeurant fort discutabile, accorder la moindre solidarité à un régime qui assassine son peuple? Nous devons sans ambiguïté dénoncer l'amicale bienveillance exprimée par Cuba et le Venezuela à la dictature libyenne et affirmer notre total soutien aux insurgés. Mais à l'heure où les rumeurs d'une possible intervention militaire extérieure sous l'égide de l'Otan se font insistantes, la tâche la plus urgente des anti-impérialistes et des anticapitalistes est de combattre sans hésitation toutes les positions qui viseraient à justifier, même pour des raisons humanitaires, une ingérence extérieure. Du Kosovo à l'Irak ou à l'Afghanistan, les opérations militaires de l'Otan se sont toujours faites aux dépens des populations et au profit de l'impérialisme.

Nous devons soutenir, sans réserve, les combattants qui affrontent avec courage l'armée de Kadhafi et affirment haut et fort, leur volonté d'en finir par eux-mêmes avec la dictature et de ne pas se faire voler la victoire. Nous devons saluer et populariser le formidable élan de solidarité dont fait preuve le peuple tunisien envers les réfugiés fuyant les zones de combat. Nous devons enfin exiger des gouvernements européens qu'ils mettent d'urgence en place des mesures de rapatriement et d'accueil pour tous les réfugiés, et amplifier notre combat pour mettre fin à l'Europe forteresse de Schengen.

leur monde

Tri sélectif des étrangers à Bobigny (ou pas...)

Étrangers en demande de titre de séjour et employés chargés de les recevoir à la préfecture de Seine-Saint-Denis ont résisté «à la tunisienne» à la mainmise des forces de l'ordre sur la démarche administrative. Récit de la fin prématurée d'une expérience préfectorale de gestion de l'invasion.

Témoignages recueillis vendredi matin.

«Hier je suis arrivée au travail comme d'habitude à 9 heures. Comme les jours précédents, la police a fait former les quatre files indiennes et les tables ont été installées. Il y avait moins de flics que la veille - quatre ou cinq - en plus des huit affectés aux tables. Tout s'est passé comme la veille, le colonel a fait son speech et les policiers se sont approchés pour faire sortir les Refusés au tri. À ce moment-là, en silence, ils se sont tous assis au milieu de la salle. Les flics se sont approchés et un type s'est mis debout et a expliqué, d'une voix faite pour être entendue de tous, mais sans hurler,

ce qui se passait: "Messieurs de la police, ici nous ne sommes pas en Tunisie et vous n'êtes pas au service de Ben Ali. Nous sommes venus pour nos papiers, pour qu'on nous donne un imprimé et un rendez-vous et nous ne partirons pas d'ici sans cela!"

Des flics se sont approchés de lui, mais à ce moment-là tout le groupe s'est accroupi en regardant les flics et en grondant. Les flics ont attendu, ont téléphoné; ils sont restés un long moment et, d'un seul coup ils ont quitté la salle, sous les applaudissements de toute la foule!»

«Et vous (les employés de la préfecture), qu'avez-vous fait?»

Elle, toute fière: «On a fait comme eux! Le colonel est venu nous dire de reprendre le travail, on a répondu qu'on n'obéissait pas à la police et qu'on n'avait pas d'étoile jaune!»

«Et alors?»

Elle, de plus en plus fière: «À un moment, on s'est décidé, on a ouvert tous les guichets et depuis on

distribue les imprimés et on donne les rendez-vous à tout le monde!»

«Et les flics?»

«Plus entendu parler! Il en est juste resté une petite poignée à la porte n°1.»

Au-delà de ces étrangers maltraités, cette histoire donne à penser sur l'état de notre société.

- Avec un préfet à la tête du ministère de l'Intérieur, chargé de l'immigration, et un super flic à la tête de la préfecture, faut-il s'étonner qu'un policier, fût-il colonel, entreprenne d'organiser le travail de l'administration?

- Notre police est moderne, et le monde entier nous envie ses méthodes, nous dit-on. Elle fait ici la preuve de son professionnalisme [...]

- Ces personnes étrangères, précaires parmi les précaires, en danger du fait de leur manque de titre de séjour, encouragées par l'exemple du peuple tunisien, se lèvent pour faire respecter leur dignité. Ils sont rejoints dans leur refus par le personnel administratif pour mettre en échec,

sans violence, ce beau scénario.

- La référence spontanée au port de l'étoile jaune comme marque humiliante, venant d'agents administratifs peu considérés et dont, bien souvent, les ascendants ne vivaient pas en France au début des années 1940, affaiblit encore un peu le tabou sur la référence à d'autres temps sombres. Et suggère que l'intégration au mythe national se fait aussi par la souffrance [...]

Vendredi 4 mars en fin de matinée, tout est redevenu comme avant. À la porte n° 1 du service des étrangers, des employés de la préfecture distribuent des tickets, à la tête du client comme d'habitude - ce sont les instructions. Pas tout à fait comme avant, cependant: pas trace du moindre policier. Et, surtout, les pauvres et les méprisés se sont levés contre l'arbitraire et ils ont obtenu gain de cause, jusqu'à la prochaine offensive.

Martine et Jean-Claude Vernier

<http://blogs.mediapart.fr/blog/fini-de-rire/040311/tri-selectif-des-etrangers-bobigny-ou-pas>

Guérini: jusqu'à quand la gauche sera-t-elle solidaire d'un système condamné?

Le roi est nu! Montebourg a mis sur la place publique ce que nul n'ignorait, mais qui était voué aux murmures apeurés. C'est qu'il en tient dans ses mains le système Guérini, des journaux, des appareils de partis (et pas que le PS), des élus, des associatifs, des simples citoyens. La clientèle. Et quel sentiment d'impunité! Dûment informés de la procédure entamée contre eux (d'après *le Canard*, par le patron du renseignement intérieur en personne), les frères et leurs obligés ont continué à régler leurs affaires au téléphone comme vous et moi! Avec un immense courage déjà expérimenté lors des frasques septimaniennes de Frèche, la direction du PS, Aubry en tête, vole au secours, soutenant contre l'évidence que le dossier est vide. Il suffit pourtant de s'en tenir à ce qui est sur la place publique. Pratiquement plus un seul jour sans que les ramifications des dossiers ayant conduit aux mises en examen d'Alexandre Guérini

ne mettent directement en cause le fonctionnement du conseil général des Bouches-du-Rhône. On est passé des traitements des déchets à celui des maisons de retraite, en passant par l'attribution des logements HLM et le recrutement clientéliste. Plus des liens avec la femme d'un caïd, Barresi, arrêté après quinze ans de cavale. Entre autres. À elles seules les interventions tolérées (attestées par les écoutes téléphoniques) d'Alexandre Guérini dans le fonctionnement du conseil général et de la communauté urbaine suffiraient à démentir toutes les belles paroles lancées par tous les soutiens de la majorité départementale en faveur de l'engagement citoyen. Comme au bon vieux temps du stalinisme, on nous enjoint de toutes parts (et parfois par la voix d'intellectuels locaux ayant pignon sur rue) de «ne pas faire le jeu», au choix: de la droite ou du FN. La droite? Elle est dans le même sac. Il n'y a qu'à voir son silence éloquent sur les dossiers

en cours, indiquant que ces pratiques sont aussi les siennes. Entre elle et la famille Guérini, la jonction, la clé de voûte qui fait tenir l'ensemble, c'est FO, un syndicat localement très spécial. Qui sert, se sert et qu'on sert, justifiant que la présence d'un de ses chefs soit imposée au plus haut niveau de Marseille Provence métropole par Alexandre Guérini en personne (toujours les écoutes). Quant au FN (outre qu'il fut lui-même allié de Gaudin en son temps), c'est justement ces pratiques qui font une partie de son terreau. De la gauche, on doit exiger un sursaut indispensable. Pour l'instant on n'entend au contraire que des déclarations de solidarité, des silences assourdissants, des velléités sans remise en cause des alliances (ÉE). Tous pourris? Absolument pas! Certains ont de longue date eu le courage de s'y opposer, au nom même des valeurs de la gauche. Le NPA bien entendu, qui n'a jamais mangé de ce pain que tant d'autres trouvaient à

leur goût. Mais aussi une masse de militants syndicaux ou associatifs, bien vite repérés et pourchassés. *Médiapart* a rendu compte d'une réunion dans les quartiers nord de Marseille, en présence d'Olivier Besancenot, où justement le thème de la lutte contre le clientélisme était central. Autre signe révélateur, l'intersyndicale des territoriaux de Marseille et de la communauté urbaine, qui a joué un rôle majeur pendant les grèves de l'automne, a conservé son unité contre l'alliance des élus PS et droite avec FO. L'ensemble des unions départementales semble maintenant prendre le relais, une nouveauté décisive dans les Bouches-du-Rhône. Désormais, l'heure n'est plus aux accommodements, aux petites et grandes lâchetés..

Pierre Godard, Samy Johsua

Le 15 mars contre la loi sécuritaire sur la psychiatrie

Après la Loppsi 2, le gouvernement s'apprête à faire voter la sauvette, par la procédure d'urgence, son projet de loi sur l'hospitalisation psychiatrique. Le débat va s'ouvrir le 15 mars à l'Assemblée nationale. Initialement prévu à l'automne, l'examen du texte a été reporté, à la suite de la décision du Conseil constitutionnel d'imposer le contrôle d'un juge pour prolonger, au delà de quinze jours, une hospitalisation contre la volonté du patient. Le gouvernement a dû adapter le projet à la hâte, mais sans rien changer sur le fond.

La psychiatrie, conformément aux exigences de Sarkozy (dans son discours de décembre 2008), se voit assigner en premier lieu un rôle de contrôle, de fichage, de répression et d'enfermement. La mission de soin à des personnes en souffrance est reléguée au second plan.

Les points clés du texte n'ont pas changé depuis le projet initial: le préfet pourra imposer, au vu d'un simple avis médical, une véritable «garde à vue» psychiatrique de 72 heures; les proches qui demanderont une hospitalisation contre la volonté du patient, perdront la possibilité de la faire cesser; en cas d'hospitalisation sous contrainte, l'intervention du juge imposée par le Conseil constitutionnel sera d'une portée très limitée: elle n'interviendra qu'au bout de quinze jours et ne concernera pas le bien-fondé de l'hospitalisation elle-même. De plus, les magistrats voient mal comment ils pourraient, dans les conditions de pénurie de moyens, assumer cette nouvelle mission. Quant à la mesure phare du projet, la possibilité d'imposer des soins à domicile, contre la volonté du patient, elle ouvre dans les faits la possibilité d'un «enfermement à domicile» de toute personne perturbant l'ordre public par ses «troubles», sans limitation de durée... et sans véritables soins.

C'est en effet au moment où, faute de personnels, les soins hors hôpital, avec maintien au domicile du patient, ne cessent de régresser que l'on prétend imposer cette mesure si la personne concernée la refuse! La réalité risque donc d'être le contrôle social et l'enfermement au domicile... à la place du soin.

Malgré la tentative du gouvernement d'éviter le débat et de passer en force, la mobilisation se développe. Le collectif des 39 «Contre la nuit sécuritaire» a lancé une nouvelle pétition «Une déraison d'État»¹ qui a déjà reçu près de 20 000 signatures de professionnels de la psychiatrie et, au-delà, de toutes celles et tous ceux qui sont opposés à ce nouveau pas dans le contrôle social généralisé. Le NPA soutient cet appel ainsi que les initiatives unitaires qui seront prises le 15 mars à l'occasion de l'ouverture du débat parlementaire.

Dans le cadre de cette mobilisation, le NPA défend avec le collectif «Mais c'est un homme»² la nécessité de mettre fin à toute législation d'exception y compris à la loi actuelle sur l'hospitalisation psychiatrique. Il défend notamment la possibilité pour toute personne présentant des «troubles» psychiques de contester, comme tout citoyen, sa privation de liberté devant un juge. Ce collectif a rédigé une lettre, avec un argumentaire détaillé, qui sera adressée aux députés et sénateurs. C'est de moyens pour soigner que la psychiatrie a besoin, et d'une législation de droit commun, considérant la personne en souffrance psychique comme une personne et un citoyen à part entière.

Jean-Claude Delavigne

1. À signer à l'adresse suivante : www.collectifpsychiatrie.fr
2. www.maiscestunhomme.org



Loi Nome: explosion des factures d'électricité

Contrairement à ce que veulent faire croire les tenants du libéralisme, les privatisations de services publics ne sont jamais synonymes de baisses des tarifs. Avec la nouvelle loi sur le marché de l'électricité, les coûts explosent et le service aux usagers se dégrade.

La loi Nome (Nouvelle Organisation du marché de l'électricité), adoptée fin 2010, doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2011. La première conséquence pour les usagers sera un taux inédit d'augmentation de leurs factures: 5% le 1^{er} juillet, pour atteindre 25% d'ici 2015. Ce sera la fin des tarifs régulés et de la péréquation tarifaire et cela aggravera la précarité énergétique d'une vaste partie de la population. L'exemple de GDF-Suez est sans équivoque: 10 000 coupures l'année de sa privatisation en 2007 et plus de 200 000 en 2010. D'autant qu'avec l'arrivée du nouveau compteur Linky dit «intelligent», les coupures se feront à distance! Plus de 3,5 millions de familles sont déjà dans l'incapacité de payer leurs quittances d'électricité et de gaz, ce chiffre va augmenter. Depuis la privatisation du marché de l'énergie en 2007, les patrons des entreprises privées (Poweo, Direct Énergie, GDF-Suez...) estiment que la concurrence ne peut pas s'exercer. Les

tarifs seraient trop bas pour tirer des marges bénéficiaires suffisamment importantes et verser des dividendes dignes à leurs actionnaires. Afin de contenter ces appétits jamais repus, EDF SA doit désormais vendre 25% de sa production nucléaire à un prix bradé, c'est-à-dire sans tenir compte des coûts de production, à ces entreprises privées. Sous prétexte de concurrence, les profits engrangés par l'achat de 25% de l'énergie à prix «low-cost» iront directement dans les poches des patrons et des actionnaires des groupes privés (le principal est GDF-Suez dont le PDG Mestrallet est un ami de Sarkozy). En outre, cette loi remettra en cause le développement des énergies renouvelables. C'est donc une déstructuration du secteur de l'énergie, puisque EDF SA, pour maintenir les dividendes de ses propres actionnaires, devra réduire ses investissements dans l'entretien des réseaux et dans le développement des moyens de production. Un scénario dont

les usagers de Californie ont fait les frais, il y a quelques années, lors du black-out total de cet État durant plusieurs jours. «La concurrence génère des prix plus bas et un meilleur service»: c'est par une telle affirmation que la technocratie ultralibérale de Bruxelles a engagé la privatisation des entreprises d'électricité et de gaz européennes. Après plusieurs années de mise en œuvre, nous ne pouvons que constater l'inverse: augmentation massive des prix, dégradation des services, sous-investissements, réduction des emplois, ont accompagné toutes les privatisations. Au lieu d'en tirer un enseignement, les intégristes libéraux, au nom de leur idéologie criminelle, continuent et achèvent les dernières entreprises publiques européennes comme EDF. Depuis la privatisation de GDF, on a pu constater, entre autres, une augmentation de plus de 40% des quittances pour les usagers. Suez, qui détient aujourd'hui GDF, conserve le nom historique pour mieux

tromper. Il en est de même aujourd'hui d'EDF SA sous la coupe de Veolia. Les réseaux sont dans un état lamentable, les coupures deviennent régulières et tous les services sont lourdement facturés. Pendant ce temps, plus de 2,5 milliards d'euros sont versés aux actionnaires, et les amis politiques de Sarkozy se partagent, tels des charognards, les dépouilles de l'entreprise publique. La loi Nome va faire éclater le dernier socle du service public, le socle commun ERDF/GRDF. Avec la privatisation, 30% du personnel ont déjà disparu, passant de 48 000 à 34 000 agents et avec l'arrivée du compteur Linky, 70% des charges de travail vont disparaître, leurs emplois avec. Plus que jamais, usagers et agents du service public devront résister ensemble et empêcher l'accélération de cette politique ultralibérale, se battre pour la (re)nationalisation des secteurs de l'énergie (gaz-électricité-pétrole) sous contrôle des usagers et des salariés.

Comité NPA Énergie 75

Grèce : urgence pour les 300 !

Depuis plus d'un mois, 300 travailleurs immigrés font la grève de la faim pour leur régularisation.

Ce lundi, les 300 immigrés revendiquant leur régularisation (250 à Athènes, 50 à Salonique) entament leur 41^e jour de grève de la faim, et la situation est désormais dramatique : plus d'une centaine ont été conduits dans les hôpitaux et tous les médecins interrogés insistent sur le risque de mort ou de dommages irréversibles. Et cela ne peut qu'empirer pour ceux qui dorment sous des tentes au centre d'Athènes : une vague de froid et de neige est annoncée. Mais en décidant d'arrêter la prise de sucre ou d'eau, les immigrés manifestent une résolution à la hauteur de leur situation : installés en Grèce depuis de nombreuses années pour la plupart, pères de famille pour certains, ils ont travaillé sans pouvoir obtenir le nombre de points minimum pour être régularisés, les patrons locaux les employant souvent au noir, avec donc le risque d'être expulsés de Grèce. D'où leur décision collective, avec au départ un soutien fort limité, de rejoindre les deux grandes villes grecques pour cette action entamée le 25 janvier.

Dès le départ, le gouvernement Pasok a riposté sur une ligne dure et démagogique : refus de toute régularisation collective, examen au cas par cas une fois la grève achevée. Dans le même temps, une campagne de presse ignoble a été engagée contre les soutiens aux grévistes, avec un responsable régional de la santé allant jusqu'à dire que les militants solidaires allaient dans les hôpitaux pour empêcher les grévistes de s'alimenter. Le pire sur cette ligne est le numéro 2 du gouvernement, Theodoros Pangalos, déclarant que les immigrés sont manipulés par une « cellule » politique qui veut des morts pour faire de l'opposition : Hortefeux fait pâle

figure à côté de ce triste sire, que les jeunes Grecs résidant à Paris ont interpellé récemment à la cité internationale, obtenant comme réponse... sa fuite courageuse ! Mais Pangalos illustre la continuité de la politique de la bourgeoisie grecque : plutôt que de remettre en cause le traité de Dublin II, qui renvoie les demandeurs d'asile dans le pays par lequel ils sont entrés en Europe (la Grèce est aujourd'hui la porte d'entrée principale), les gouvernements refusent d'attribuer le statut de réfugié (0,61% en 2007) et maltraitent ceux qui parviennent à passer tous les obstacles (naufrages, renvois en Turquie, bientôt mur frontalier...). Et cela à tel point que des immigrés prennent les pires risques : hier, des travailleurs du Bangladesh rapatriés de Libye en Grèce ont préféré sauter du bateau qu'être contrôlés par la police grecque et expulsés, et la tragédie a fait trois morts et onze disparus. Ce que disait un responsable d'Human Rights Watch en 2008 sur la Grèce reste d'une terrible actualité : « *Quelles que soient les erreurs de l'UE, cela n'exonère pas la Grèce de sa propre responsabilité de traiter tous les êtres humains avec humanité et de son obligation de ne pas renvoyer des réfugiés et des demandeurs d'asile vers des lieux où ils peuvent être persécutés...* »

Malgré la campagne renforçant les racistes, la solidarité grandit chaque jour, avec des actions dans plein de villes, des déclarations de soutien de tout ce qui est à gauche du Pasok, avec un soutien remarqué du KKE. Les confédérations syndicales appuient, ainsi que la majorité municipale de Salonique (à Athènes, le nouveau maire, pro-Pasok, a provoqué une crise dans sa majorité en refusant de soutenir les grévistes). L'appel de la gauche politique française



(mais du seul syndicat Solidaires à cette heure...) a été salué. Devant cette solidarité, les dirigeants du Pasok se divisent publiquement. Avec le vétéran de la résistance antinazie Manolis Glézos, il faut exiger la régularisation immédiate des 300, et la remise en cause de la politique raciste de forteresse assiégée de l'Union européenne !

A. Sartzekis

Dernière minute

Lundi 7 mars dans l'après-midi, le ministre de la Santé a demandé le transfert immédiat en hôpitaux de tous les grévistes de la faim d'Athènes, qui ont refusé, assurant qu'ils arrêteront leur mouvement aussitôt leur régularisation effectuée.

Appel unitaire en soutien à des sans-papiers en grève de la faim, en Grèce

Depuis près de quarante jours, 300 immigrés, la plupart d'origine maghrébine, font la grève de la faim à Athènes et Salonique. Depuis des années ils travaillaient en Grèce sans papiers et ont été licenciés avec la crise. Ils ont alors entrepris une grève de la faim totale pour obtenir des papiers. Près de 50 d'entre eux ont dû être hospitalisés ces derniers jours. Plusieurs risquent la mort. Nous demandons au gouvernement grec d'intervenir immédiatement et d'empêcher cette tragédie en leur accordant des papiers pour qu'ils puissent retrouver du travail dans ce pays où ils vivent et ont souvent fondé une famille depuis de nombreuses années. Le 3 mars 2011.

Premières signatures : Pierre Laurent (PCF), Marie-George Buffet (PCF), Jacques Fath (PCF), Harlem Désir (PS), Pouria Amirshahi (PS), Sandrine Mazetier (PS), Daniel Goldberg (PS), Noël Mamère, (EÉ-LV), Cécile Duflot (EÉ-LV), Olivier Besancenot, (NPA), Alain Pajolat (NPA), Sandra Demarcq (NPA), Alain Krivine (NPA), Jean-Luc Mélenchon (PG), Martine Billard (PG), Danielle Simonnet (PG), Raquel Garrido (PG), Nathalie Arthaud (LO), Arlette Laguiller (LO), Annick Coupé (Solidaires), Christian Maheux (Solidaires), Catherine Lebrun (Solidaires). Contactées à de nombreuses reprises, les directions de la FSU et de la CGT n'ont malheureusement toujours pas donné de réponse.

Côte d'Ivoire, le risque de guerre civile

L'Union africaine est désormais divisée sur le dossier de la Côte d'Ivoire où Gbagbo et Ouattara se disputent le pouvoir. Chacun défend la légalité de son élection, le Conseil constitutionnel pour Gbagbo, la Commission électorale indépendante pour Ouattara. L'option militaire pour défaire Gbagbo n'est pas partagée par certains pays comme l'Afrique du Sud, l'Angola ou le Ghana.

Le panel des cinq chefs d'États qui devaient remettre des propositions contraignantes n'a pu rendre sa copie dans les délais, faute d'unanimité. Aussi le délai est-il rallongé d'un mois.

Ce qui évolue – mais dans le mauvais sens – c'est la situation sur le terrain. Dernièrement, une manifestation pro-Ouattara a été réprimée par les Forces de défense et de sécurité (FDS) du clan Gbagbo, avec comme bilan sept femmes tuées.

Le dernier rapport d'Amnesty International, corroboré par celui de Human Rights Watch, confirme que les violations des droits de l'homme sont en augmentation. Les escadrons de la mort, épaulés par les FDS, font régner la terreur dans Abidjan, la capitale économique. Les militants ou même de simples sympathisants de l'opposition deviennent des cibles potentielles. Dans la partie nord du pays contrôlée par les Forces nouvelles qui appuient Ouattara, les droits humains ne sont pas mieux respectés. Cette dislocation de la société ivoirienne génère une mutation inquiétante du conflit où les forces politiques sont assimilées aux différentes communautés du pays.

Persuadés que l'option militaire est un élément déterminant dans le rapport de forces, les deux camps se réarment massivement malgré l'embargo qui frappe le pays. Le Nigeria et le Burkina Faso aident les Forces nouvelles, pour le camp Gbagbo, l'Angola a dépêché instructeurs spécialisés dans la lutte antiguerilla et les Biélorusses des instructeurs pour l'armée de l'air.

Des affrontements ont déjà eu lieu entre Forces nouvelles et FDS dans la région de Duékoué, la partie ouest du pays, la plus instable.

Les sanctions économiques font augmenter les prix des produits de première nécessité. Le kilo de viande passe d'un peu moins de 3 dollars à 5 dollars, le sac de riz connaît une augmentation de 9 dollars, le sac de charbon de 10 dollars est vendu le double. Cette inflation a des conséquences dramatiques pour la population dont la moitié est en deçà du seuil de pauvreté, c'est-à-dire moins de 1,25 dollar par jour.

Depuis vingt ans, les Bédié (l'ancien président arrivé en troisième position lors des présidentielles), Ouattara et Gbagbo monopolisent la vie politique du pays. Entre eux, les alliances se sont faites et défaits avec chaque fois des morts à la clef. Ils ont tous été au gouvernement. Aucun n'a amélioré la vie des populations, tous ont bradé les richesses du pays au profit des pays impérialistes. C'est dire qu'aucun de ces trois ne mérite que le peuple verse une seule goutte de sang. Leur combat n'est pas celui des populations ivoiriennes.

Des voix commencent à se faire entendre pour s'affranchir de la bataille entre Ouattara et Gbagbo et proposent que les populations interviennent, refusent de se faire manipuler, refusent de tomber dans les provocations xénophobes et ethnistes pour « *Construire une véritable alternative politique et citoyenne en Côte d'Ivoire* ». Assurément, dans ce climat de pré-guerre civile, des notes d'espoir apparaissent.

À nous de soutenir ces initiatives.

Paul Martial

1. Voir *Tout est à nous* n° 90 du 17 février 2011.

2. <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/cote-d-ivoire/article/petition-internationale-pour-une>

en bref...

Médias : Murdoch renforce son empire. Déjà propriétaire de journaux à grand tirage tels que le *Sun*, le *Times* ou le *Sunday Times*, Rupert Murdoch vient d'obtenir le droit de racheter la totalité de BskyB, premier groupe de télévision par abonnement. Son groupe NewsCorps se trouve ainsi en situation de quasi-monopole. C'est le gouvernement lui-même qui lui a livré sur un plateau un butin qu'il convoitait de longue date. Belle affaire pour Murdoch, puisque BskyB – avec ses 10 millions d'abonnés – a rapporté en 2010 près de 1 milliard d'euros de profit opérationnel. La menace d'un monopole avait créé des dissensions, au moins apparentes, au sein du gouvernement puisque le ministre libéral-démocrate du commerce s'était

vu retirer le dossier après avoir dit être « *en guerre contre Murdoch* ». C'est le ministre conservateur de la culture qui a annoncé la bonne nouvelle au multimilliardaire, montrant ainsi que les bons sentiments anti-trust et les apologies de la concurrence s'arrêtent là où commencent le pouvoir et les intérêts du grand capital.

Souscription pour Mumia. Sans argent, un prévenu accusé d'homicide a très peu de chance d'échapper à la condamnation à mort. Sans argent, un condamné à mort n'a pratiquement aucune chance d'échapper à l'exécution. Ainsi, faute de moyens pour se défendre efficacement, des centaines d'hommes et de femmes ont été exécutés ces trente

dernières années aux États-Unis. Depuis sa condamnation à mort en 1982, les recours en défense de Mumia ont coûté la somme colossale d'un million d'euros. La solidarité française, ces cinq dernières années, a apporté une contribution de l'ordre de 250 000 euros. Mais il nous faut faire plus encore et vite car la vie de Mumia est plus que jamais en danger (infos sur www.mumiabujamal.com). Le Collectif unitaire national lance un nouvel appel à souscription auprès des collectifs, des associations, des syndicats, des partis politiques et des collectivités territoriales qui sont engagés aux côtés de Mumia, et plus généralement auprès de toutes celles et de tous ceux qui lui ont apporté leur soutien.

Toutes les contributions sont à faire parvenir par

chèque à l'ordre de « *MRAP solidarité Mumia* », 43, boulevard de Magenta 75010 Paris.

Viols aux Congo. Le 21 février, neuf militaires de l'armée régulière congolaise ont été condamnés à des peines de dix à vingt ans de prison pour viol sur 35 femmes à Finzi dans le sud Kivu. Depuis dix ans, le viol est utilisé comme arme de guerre (expédition punitive, terreur...) dans cette région, dans l'indifférence quasi générale. Selon les Nations unies, 160 femmes par semaine sont victimes de viol dans le Kivu. Cette lutte portée par des associations de femmes congolaises donne l'espoir de la fin de l'impunité des auteurs de viols de masse, criminels « *intouchables* » au Congo.

Tunisie, révolution permanente

Qu'est-ce que la révolution permanente ?

Avec les révolutions arabes, un concept que beaucoup croyaient dépassé revient à présent à la mode : la révolution permanente. De quoi s'agit-il ? Est-ce une notion utile aujourd'hui ?

Initialement, il s'agit d'une théorie formulée par Léon Trotsky. Prenant appui sur des idées développées par Marx et Engels et ses expériences des révolutions russes de 1905 et 1917, Trotsky expliquait que les travailleurs constituaient la seule classe vraiment révolutionnaire. Par la position qu'elle occupe dans la société, disait-il, la classe ouvrière est de toutes les classes sociales celle qui a non seulement le plus intérêt mais également la force collective pour accomplir un réel changement démocratique capable de balayer tous les vestiges de l'ancien régime.

En faisant cela, et parce qu'une authentique démocratie signifie autant la liberté économique que politique, les travailleurs se trouvent alors rapidement confrontés aux limites du capitalisme et doivent se battre pour mener la révolution le plus loin possible. En effet, si les travailleurs découvrent qu'ils sont capables de renverser un tyran et de démanteler son appareil d'État répressif, pourquoi continueraient-ils à tolérer d'être exploités par leurs patrons ? S'ils ont le pouvoir de renverser l'ancien régime et d'établir une démocratie, ils utiliseront vraisemblablement ce pouvoir pour servir leurs intérêts sociaux et économiques. Les revendications économiques et sociales fusionnent alors avec les revendications politiques et démocratiques. La révolution doit ainsi devenir permanente jusqu'à la victoire du socialisme.

Pour les travailleurs, tout changement ne peut être que collectif. Les paysans spoliés par les grands propriétaires peuvent s'emparer des terres pour se les répartir. Mais les travailleurs, eux, ne peuvent pas se répartir les machines de leurs usines pour les faire fonctionner à leur propre compte. Ils doivent continuer à travailler ensemble. Le pouvoir des travailleurs, la base du socialisme, repose sur la propriété commune des moyens de production.

Les travailleurs en lutte peuvent entraîner derrière eux les petits paysans, les étudiants, les petits commerçants et toutes les classes opprimées de la société. Par leur capacité à s'organiser collectivement, ils ont la possibilité de donner un poids économique et politique aux autres luttes.

C'est ce qui se passe aujourd'hui en Tunisie, où de nombreuses structures locales de la centrale syndicale UGTT constituent le noyau à partir duquel des formes de pouvoir alternatif se développent. C'est ce qui se passe également en Égypte où, après avoir joué un rôle décisif dans la chute de Moubarak, les vagues de grèves porteuses de revendications sociales et économiques dans tous les secteurs constituent le principal obstacle à la reprise en main de la situation par les généraux. Ne serait-ce que pour voir satisfaites les revendications démocratiques du mouvement, le centre de gravité de la lutte s'est ainsi déplacé dans les lieux de travail, lieux d'organisation collective par excellence.

La leçon à en tirer pour la gauche est claire : dans chaque endroit du monde, les travailleurs doivent être au centre du combat pour la transformation sociale et démocratique. C'est vrai dans les pays dominés par l'impérialisme comme dans les centres impérialistes eux-mêmes. C'est pourquoi le deuxième aspect de la révolution permanente est l'internationalisme. Le capitalisme étant un système global, chaque lutte dans un endroit du monde doit être pensée dans sa relation avec le contexte mondial. Par exemple, la libération de la Palestine dépend plus que jamais de la lutte des travailleurs du Moyen-Orient, où les révolutions tunisiennes et égyptiennes ont d'ores et déjà propagé un souffle révolutionnaire. Si les travailleurs parviennent à prendre le pouvoir dans un pays, la révolution pour survivre doit s'étendre à l'échelle internationale et devenir permanente, jusqu'à la victoire du socialisme sur l'ensemble de la planète. Car dans le monde entier, des millions de travailleurs, des milliards d'individus ont intérêt à se débarrasser du même système qui les exploite. Plusieurs vagues révolutionnaires ont déjà secoué le monde par le passé. Une nouvelle vague se prépare. En avant pour la révolution permanente !

Cédric Piktoroff

Tunisie : le rôle de l'UGTT



Tunis, place de la Kasbah, dans la nuit du 26 au 27 février. (PHOTO THÉQUE ROUGE/FREMEN TABR)

L'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) a été jusqu'ici l'unique centrale syndicale de Tunisie. Elle a joué, pendant la colonisation française, un rôle important dans la lutte pour l'indépendance du pays. Elle a été, ensuite, le principal opposant au régime de Bourguiba, même si ce dernier a su par moments rallier à lui la direction de la centrale. Malgré la compromission de sa direction, l'UGTT est restée sous Ben Ali une centrale syndicale forte, capable d'organiser des mobilisations de masse grâce à son implantation dans tout le pays. Étant l'un des rares cadres légaux où il était possible de militer, on trouve en son sein des militants appartenant à tous les courants politiques, et des luttes internes ont toujours eu lieu, entre militants radicaux et partisans – notamment dans la direction – d'arrangements avec le pouvoir en place, y compris du temps de Ben Ali.

La révolte des travailleurs et de la population du bassin minier en 2008 a été l'un des derniers épisodes mettant en évidence l'hétérogénéité de l'UGTT. Les luttes internes expliquent aussi la participation officielle tardive de l'UGTT à la révolte populaire, alors que ses militants ont fortement contribué à organiser les mobilisations.

Le caractère social des débuts du processus révolutionnaire tunisien, avec des slogans repris de la révolte du bassin minier (« un travail est un droit, bande de voleurs ! »), a privilégié l'intervention des syndicalistes dans le mouvement. Et le rôle de l'UGTT a été décisif dans cette période : c'est avec sa participation officielle – sous la pression de sa base et des structures opposées aux compromissions avec Ben Ali – à l'organisation de grèves et de manifestations à partir de début janvier que la révolte s'est transformée en révolution. Et, depuis, le suivi des décisions de l'UGTT indique généralement les flux et reflux de la mobilisation. Avec la poursuite des contestations populaires depuis le départ de Ben Ali, aboutissant à la chute de deux gouvernements, le départ de nombreux gouverneurs et une forte remise en cause de la légitimité du nouveau gouvernement, Béji Caïd Essebsi a réservé son premier rendez-vous en tant que nouveau Premier ministre au secrétaire général de l'UGTT et a cédé à la quasi-totalité des revendications de la centrale syndicale, dont l'élection d'une Assemblée constituante.

Mais, en parallèle, une campagne de dénigrement est menée par les médias contre les défenseurs de la classe ouvrière et notamment l'UGTT. Et tant que le ménage n'est pas fait en son sein, la compromission de certains de ses dirigeants donne du grain à moudre à ses détracteurs.

L'UGTT a jusqu'ici joué un rôle politique déterminant. Mais le risque est de voir son actuel sommet – corrompu – de nouveau trahir les travailleurs et délaisser ce rôle. Les travailleurs le savent et commencent à s'organiser dans de nouveaux cadres politiques, autres que les partis déjà existants et pour la plupart sclérosés par des décennies de dictature. Ils finiront par avoir leur propre outil politique pour défendre leurs intérêts de classe. Les syndicats combattifs joueront un rôle important dans la lutte de classe qui se dessine à l'horizon de ce processus révolutionnaire, et la pression populaire pourrait alors être encore plus forte pour impulser des changements de fond au sein de l'UGTT.

Maroc. Des milliers de manifestants ont défilé, dimanche 6 mars, à Rabat, Casablanca et Tanger, à l'appel du Mouvement du 20 février, pour réclamer des changements démocratiques et sociaux. À Rabat, des militantes ont scandé des revendications sur la condition féminine, dénonçant l'autorisation de la polygamie et du mariage des mineures et les discriminations salariales. Une nouvelle journée de mobilisation est prévue le 20 mars dans ce pays où les inégalités sociales sont massives et pires qu'en Égypte et où les liens de la bourgeoisie française avec le système monarchique sont encore plus forts qu'ils ne l'étaient en Tunisie.

Algérie. Les mobilisations sociales s'amplifient et gagnent

tout le pays. Les universités sont en grève depuis début février. Le mouvement est sans précédent depuis 1987 et huit universités se sont fédérées en coordination nationale pour appeler à une journée de grève le 14 mars. Les cheminots d'Alger sont en grève pour leurs salaires. Les chômeurs, organisés en collectif national couvrant tout le pays, ont prévu une montée à Alger le 20 mars pour réclamer du travail et une allocation de chômage décente (actuellement de 150 euros). Les praticiens de la santé publique sont également en lutte. Des milliers de gardes communaux, recrutés comme auxiliaires de la gendarmerie dans la lutte contre le terrorisme, ont manifesté à Alger, malgré l'interdiction, pour réclamer des garanties sur leurs salaires. La jonction de toutes ces luttes sociales est une menace pour le pouvoir.

Péninsule arabe. À Oman, au sud de la péninsule, des protestations de chômeurs et de salariés dans les grandes villes du pays ont déclenché l'intervention de l'armée. Le pouvoir a dû décider une augmentation de 30% des salaires, la création de 50 000 emplois et une allocation aux chômeurs. Mais la tension persiste dans ce pays où les partis politiques sont interdits. À Barhein, minuscule État du Golfe, la contestation populaire du royaume pour la démocratie se poursuit. Au Yémen, l'un des pays les plus pauvres, la mobilisation sociale pour le départ du président Saleh dure depuis janvier. Dans tous ces États dictatoriaux et corrompus, les pouvoirs réagissent par la répression, ce qui ne fait qu'augmenter la mobilisation.

Égypte... permanente ?

Quand le Nil déborde

Olivier Besancenot et Zeitoune wa Toun étaient au Caire les 26 et 27 février.

Un festival des opprimés

Lorsqu'on débarque aujourd'hui au Caire, il est impossible de ne pas être emporté par un sentiment de mouvement et de mobilisation permanents. En quelques jours, nous avons pu croiser de nombreuses manifestations, des sit-in, évidemment des milliers de gens sur la place Tahrir qui est devenu le lieu symbolique de la révolution, mais aussi devant des ministères, des sièges de gouvernorat ou dans des rues parallèles. Ici, une délégation de 200 personnes venues d'une localité distante de 50 km, pour demander la démission du maire. Là, un sit-in improvisé en pleine rue par une dizaine de handicapés venant réclamer une pension. Dans telle autre rue, une autre manifestation de jeunes demandant la démission du Premier ministre nommé par Moubarak (celui-ci démissionnera deux jours plus tard). Et puis il y a les milliers de grèves de travailleurs en cours dans toute l'Égypte. Les multiples réunions, les gens qui parlent par petits groupes dans la rue, dans le métro et ailleurs. Cette révolution, tout compte fait, c'est d'abord la fin de la peur, c'est la libération de la parole, du mouvement. C'est l'irruption du peuple sur la place publique, dans le champ politique et social.

Révolution et contre-révolution

Évidemment, rien n'est encore joué et cette révolution, ou plutôt ce processus révolutionnaire, n'en est qu'à ses débuts. Et la contre-révolution s'annonce, car ce qui reste de l'ancien régime n'est pas encore mort, loin s'en faut. Dans les ministères, dans l'armée, dans la police secrète, dans les entreprises publiques, les caciques de l'ancien régime, du plus vieux au plus jeune des petits chefs, refont leurs calculs pour garder ce qui leur reste de pouvoir et de prébendes. Ils font tout pour retarder au maximum toute échéance qui sera un pas de plus pour régler leur sort : le changement de Constitution, la fin de l'état d'urgence, la réforme du ministère de l'Intérieur et de la police secrète... Face au peuple qui réclame la justice, le changement et donc leurs têtes, ils se battent pied à pied, envoyant là-bas l'armée mater telle grève, ici une bande de voyous pour attaquer une manifestation. De vieux officiers ont même tenté il y a quelques jours de faire évacuer violemment la place Tahrir. Mais jusqu'à présent, le peuple tient bon et continue de démolir les uns après les autres les symboles du régime et de la répression. Il y a deux jours encore le bâtiment de la sûreté générale tombait aux mains des manifestants ! Et la pression populaire continue de s'exercer sur l'armée qui est devenue le seul centre de pouvoir effectif, devant gérer les affaires courantes et la rue. Une armée divisée entre les tenants

du pouvoir fort, les officiers-chefs d'entreprise, les amis des Américains, et ceux qui n'ont jamais accepté la normalisation avec Israël ni l'appauvrissement de leurs frères, de leurs parents. Jusqu'à présent, le consensus entre toutes ces forces a été de préserver l'armée en tant qu'institution et donc de garder une certaine neutralité face à la révolution en cours. Mais rien ne dit qu'au fur et à mesure que la révolution ou la contre-révolution avanceront, les choses resteront en l'état. L'armée gardera-t-elle encore longtemps son double visage ?

L'impérialisme en embuscade

Malgré tout, le temps presse, car évidemment l'empire US voit ce printemps des révolutions arabes qui s'entraînent les unes les autres avec grande inquiétude. Les conséquences économiques et géostratégiques sont déjà lourdes. Ainsi, le passage la semaine dernière, pour la première fois depuis des décennies, de bateaux de guerre iraniens dans le canal de Suez a provoqué l'effroi des États-Unis et de son allié israélien, qui se voit de plus en plus isolé alors que les dictateurs tombent les uns après les autres au Moyen-Orient. Nul doute qu'en Égypte, les États-Unis sont en train de jouer sur deux tableaux pour essayer de garantir un minimum de contrôle sur la région. Il s'agit, d'une part, de maintenir ses relations de clientèle avec une partie de l'armée et, de l'autre, sans doute préparer les élections à venir.

Surmonter les divisions

Face au spectre de la contre-révolution, le peuple avance en une multitude joyeuse et désordonnée. Car il n'y pas de leader, ni de direction centrale, ni de parti à la tête de la révolution. Jusqu'à présent cela a sans doute été un atout, empêchant l'ancien régime de pouvoir concentrer la répression sur un acteur principal. Mais maintenant la question se pose de la coordination des différents secteurs de la révolution. Notamment de l'émergence d'une réelle coordination entre les jeunes et les travailleurs qui forment sans doute les deux extrémités les plus importantes de la chaîne révolutionnaire. Or pour l'instant c'est loin d'être le cas, jeunes et ouvriers ne se retrouvent qu'occasionnellement dans la rue et lors des grandes manifestations du vendredi sur la place Tahrir. Du coup, l'ancien régime a bien compris qu'il y a là matière à division. Ainsi, le commandement de l'armée et de nombreuses voix autorisées répètent sans cesse que les grèves organisées par les travailleurs sont des grèves corporatistes qui mettent en danger le processus de transition et la révolution elle-même, tandis que dans les couches populaires on essaye de

monter les gens contre ces jeunes «petits bourgeois», fans d'internet et de Facebook, qui font la fête sur la place Tahrir et accaparent la révolution. Ces discours de division, jeunes éduqués contre ouvriers, rencontrent malheureusement un véritable écho et se retrouvent parfois dans la bouche des révolutionnaires eux-mêmes ! Or, on le répète, il n'y a pas encore de structures, ni d'organisations politiques ou syndicales qui soient susceptibles de permettre la fédération, l'unification des revendications et des aspirations des différents secteurs de cette révolution. Écrasés par 30 ans de répression féroce, les partis de l'opposition, clandestine ou tolérée, qu'ils soient islamistes, nationalistes ou de gauche n'ont pas été en capacité de prendre la tête de la révolution, ni même de l'organiser.

Recompositions syndicales et politiques

En ce moment même, on assiste à une recomposition du champ politique à gauche, mais aussi à des débats de plus en plus forts dans les rangs des Frères musulmans. Du côté du monde du travail, l'ancien syndicat unique du pouvoir étant mort avec le régime, il y a une impérieuse nécessité de recréer des structures syndicales qui auront la légitimité et l'indépendance nécessaires pour regrouper et représenter les milliers de travailleurs en grève. Ce processus révolutionnaire, vaste chaudron politique et social, est donc en train de donner naissance à de multiples expériences politiques et syndicales. À gauche par exemple, des formations politiques viennent de naître. Une sorte de parti/front, le Parti de l'alliance du peuple, peu délimité idéologiquement, rassemblant de la gauche libérale jusqu'à l'extrême gauche, a vu sa première assemblée constituante plutôt réussie et annonce son premier congrès dans les trois mois à venir. D'autres encore s'attellent à créer un parti ouvrier, le Parti démocratique du travail, en lien avec le monde syndical. D'autres initiatives sont annoncées pour les jours et les semaines qui viennent. D'aucuns peuvent s'effrayer de la division du champ politique et notamment des forces progressistes mais, après des décennies d'un étouffant silence, il est naturel que chacun veuille faire ses propres expériences. Bien sûr, il faudra un peu de temps pour que les expériences se fassent et qu'une décantation s'opère entre les initiatives viables et celles qui ne le sont pas. Mais comme de nombreuses choses, gageons que le processus révolutionnaire en cours accélérera cela aussi !

Zeitoune wa Toun



Place Tahrir, le 4 mars. (MARC D.)



www.mesopinions.com

Le 3 mai, Xavier Mathieu, ancien porte-parole des Conti, devra à nouveau affronter la justice, cette fois pour avoir refusé en 2009 de se soumettre au relevé de son empreinte ADN. Une pétition en ligne a été lancée par un comité de soutien au syndicaliste afin d'exiger sa relaxe. Elle fustige d'une part le principe des tests ADN appliqués à tout-un-chacun, et condamne d'autre part l'acharnement que subit Xavier Mathieu de la part du gouvernement depuis l'annonce de la fermeture de l'usine de Clairoix. Dans cette affaire, seuls les ouvriers, c'est-à-dire les victimes, ont été traduits devant la justice. Apportons plus que jamais notre soutien à Xavier.

L'essai

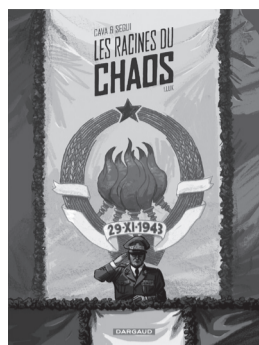
MALAPARTE, VIES ET LÉGENDES

Maurizio Serra
Éditions Bernard Grasset
640 pages
23 euros



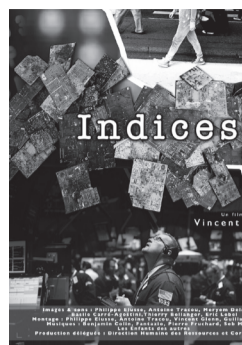
«*es nombreux lecteurs et admirateurs français... font preuve à l'égard de Malaparte d'une indulgence qu'ils accordent à peu d'auteurs étrangers*», oubliant volontiers que «*leur héros a été fasciste, un pilier de la presse et de la culture du régime, et résolument tel jusqu'à l'arrestation et la relégation à Lipari en 1933-34*» sinon après, recherchant la faveur de Mussolini quasiment jusqu'au bout. C'est l'une des raisons qui ont conduit Maurizio Serra, actuel ambassadeur d'Italie auprès de l'Unesco, à écrire cet ouvrage directement pour le public français, dans une langue qu'il maîtrise fort bien (à quelques détails près, l'Organizzazione di Vigilanza e Repressione dell'Antifascismo mussolinienne n'étant pas précisément «*antifasciste*»). Si l'on disposait déjà de l'excellente biographie de Giordano Bruno Guerri (*Malaparte*, Denoël, 1981), celle-ci a bénéficié de recherches nouvelles et de très nombreux documents inédits, tirés notamment des archives auxquelles a su accéder ce haut fonctionnaire des Affaires étrangères italiennes. Il ne cache pas son admiration pour tout ce qui rapproche son personnage de Malraux, Drieu La Rochelle, Aragon ou Cocteau, mais il ne dissimule rien de ses fanfaronnades narcissiques et de ses mensonges à répétition, qui déconsidèrent aussi ceux qui le prennent comme référence, depuis les spécialistes de «*contre-insurrection*» (ce «*savoir-faire*» français récemment offert par un ministre à Ben Ali) récitant *Technique du coup d'État* (que réédite aussi Grasset), jusqu'à des figures comme Bernard-Henri Lévy, se vantant d'avoir eu *Kaputt* pour seule lecture quand il séjournait dans la Bosnie en guerre. «*Caméléon snob capable de toutes les scélératesses*», comme écrivait Gramsci en 1934, Malaparte aura été relativement peu dangereux de son vivant, pour des raisons historiques qu'éclaire très bien Serra. Ce que son œuvre et son influence posthume peuvent avoir de nuisible aujourd'hui, c'est ce que suggère également cette belle biographie. **G. B.**

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



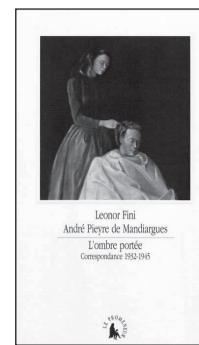
BD LES RACINES DU CHAOS.

Tome 1: LUX
Cava & Segui
Dargaud / 13,95 euros
Un thriller palpitant sur fond de guerre froide, dans les années 1950. Alexander, jeune chimiste d'origine yougoslave, qui habite à Londres et travaille pour Scotland Yard, apprend que sa mère vient d'être renversée par une voiture alors qu'elle ne quittait pas sa résidence pour personnes âgées. Il découvre alors qu'il est au centre d'une affaire d'État et que sa mère n'était pas celle qu'il croyait connaître. Un récit qui a des airs de film d'Hitchcock, du genre de la *Mort aux trousses*, mené avec brio, avec des dessins particulièrement soignés et originaux pour une BD d'aventure.
Sylvain Pattieu



CINÉMA INDICES

Vincent Glenn
Ce documentaire de Vincent Glenn, produit avec peu de moyens et distribué avec la même modestie, s'attaque pourtant à des questions de taille : qu'est ce que la richesse d'un État? Que mesure le produit intérieur brut (PIB)? Le film interroge une série d'indicateurs sur la base desquels on mesure aujourd'hui la richesse des pays. Mais de tels indicateurs mettent bout à bout toutes les «*richesses*» créées. Ainsi, peut-on considérer qu'un accident est bon pour le PIB : ambulances, hôpital, croque-mort, fleuriste..., c'est bon pour la croissance. On s'interroge alors sur ce que pourraient être d'autres indicateurs (car d'autres indicateurs sont possibles) qui permettraient de penser des politiques qui auraient d'autres buts que l'augmentation perpétuelle du PIB.
Pierre Baton



LIVRES L'OMBRE PORTÉE.

Correspondance 1932-1945
Leonor Fini/André Pieyre de Mandiargues
Le Promeneur / 22,50 euros
Les noms et les œuvres de Leonor Fini (1907-1996) et André Pieyre de Mandiargues (1909-1991) sont diversement associés à l'érotisme, au surréalisme et au féminisme. De leur liaison de jeunesse prolongée en amitié amoureuse subsistent dessins de l'une, textes de l'autre, photos de leur ami Cartier-Bresson, et une correspondance dont cet épais volume publie environ le tiers. Ce ne sont probablement pas leurs lettres les plus intimes, mais sans doute les plus intéressantes pour saisir les évolutions respectives de l'artiste et de l'écrivain. Tandis que lui tâche de profiter au mieux des loisirs que lui permet sa fortune mais continue à se chercher et à douter de lui-même, elle ne cesse d'affirmer son audace et de revendiquer sa liberté de femme, à commencer par celle de pouvoir vivre de sa peinture.
Gilles Bounoure



CINÉMA BLACK SWAN

Daren Aronofsky
Aucun besoin d'aimer la danse pour aller admirer cette descente en enfer. Nul doute que vous ne verrez plus le fameux *Lac des cygnes* de la même manière après ce film. Aronofsky filme à merveille ce milieu étriqué de la danse classique et la pression qu'exige une certaine idée de la perfection. La compétition pour obtenir le premier rôle, les exigences de celui-ci tient plus de la compétition sportive de haut niveau que de la création artistique. La violence subie par le corps des ballerines, ajoutée à l'autodestruction de Nathalie Portman qui sombre au fur et à mesure de son ascension artistique dans la folie, est filmée avec une esthétique dérangeante. De la schizophrénie au fantôme, de la pression maternelle à celle du metteur en scène, le rythme du film s'emballé dans une spirale infernale jusqu'au sublime final. Pénétrez dans le côté obscur du cygne (et de la danse).
Thibault Blondin

THÉÂTRE Aux Barricades!

La compagnie Jolie Môme rend hommage à la Commune de Paris en reprenant sa pièce *Barricade*, à partir du 18 mars, date du 140^e anniversaire de la Commune.

Un soir à Paris, trop tard pour prendre le métro, tant pis, j'opte pour le taxi. Le chauffeur du taxi est tunisien, on se met à bavarder des révolutions en cours... Et voilà qu'il me parle avec enthousiasme de la Commune de Paris, il était intarissable... Du coup je lui conseille d'aller voir les Jolie Môme. La compagnie Jolie Môme? Mais si, vous la connaissez, c'est sûr! Vous l'avez vue chanter devant un tribunal pour des syndicalistes inculpés ou vous avez entendu *C'est dans la rue que ça se passe* sur une sono de manif, et si vous n'êtes pas encore allé dans son théâtre la Belle Étoile, vous avez croisé la compagnie au coin d'une rue, sur un marché, dans une fête pour LO, le PCF, la CNT ou le NPA... on ne peut pas la louper, elle a toujours avec elle un grand drapeau rouge! Donc, la compagnie Jolie Môme reprend *Barricade*, son spectacle sur la Commune de Paris. 140^e anniversaire oblige. Et conseil de militant : venez et faite venir du monde pour aller voir les Jolie Môme monter sur les barricades! Ça fait du bien à tous, aux jeunes militants qui ne sont pas mécontents qu'on leur raconte cette révolution avant de se plonger dans les livres, et à ceux qui retrouveront, avec plaisir, cette période qu'ils connaissent pourtant sur le bout des doigts. Ce spectacle arrive, en moins de deux heures, à retracer toute l'histoire de la Commune : son contexte, ses débats, son souffle, ses espoirs, ses avancées, ses errements et aussi sa fin tragique...

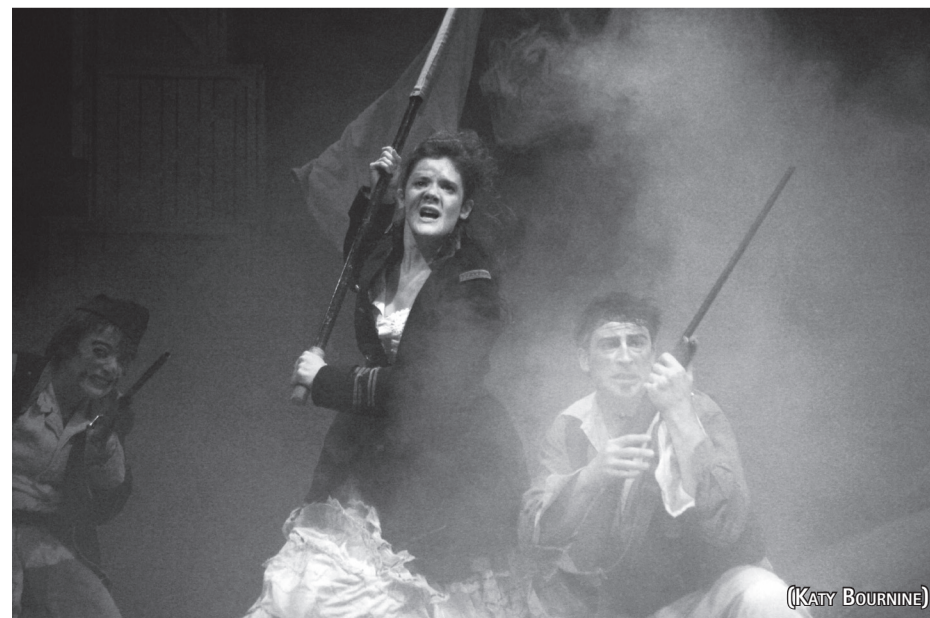
La compagnie nous emmène dans un quartier de Paris où nous vivons ces 72 jours révolutionnaires avec, entre autres, Lulu, 14 ans, qui veut rejoindre la Garde

nationale pour défendre la république sociale comme Hercule, blanquiste, ancien de 1848. Eugène, jeune journaliste au *Cri du peuple* qui accueille Polia, arrivée de Pologne pour rapporter à Marx les avancées de cette révolution en marche. Henriette, marchande de fleurs qui, parmi les femmes de Montmartre, marque le début de l'insurrection en faisant mettre aux soldats «*la crosse en l'air*» le 18 mars 1871. Mais aussi l'abbé Villedieu qui, contrairement à ses amis bourgeois et aristos réfugiés à Versailles, reste dans Paris insurgé pour préparer l'offensive. Rappelons-nous, la Commune c'est l'élection des chefs militaires, la séparation de l'Église et l'État, l'émancipation des femmes, l'éligibilité des étrangers,

l'instruction libre et obligatoire... Vous l'avez compris, c'est un spectacle où l'on ressort la tête bien pleine et gonflé à bloc pour les luttes à venir. Si cette histoire date de 140 ans, il n'est pas difficile de trouver des résonances actuelles. La Commune de Paris débute un 18 mars pour finir le 28 mai 1871. Un printemps révolutionnaire en somme.
Mathieu Barbances

À partir du 18 mars à La Belle Étoile, à La Plaine-Saint-Denis, les jeudis, vendredis et samedis à 20h30, les dimanches à 16 heures.

Réservations conseillées au 01 49 98 39 20 et toutes les infos sur : www.cie-joliemome.org



(KATY BOURNINE)

RACISME D'ÉTAT

Face à l'offensive du gouvernement contre les immigrés : construisons une riposte nationale et unitaire

L'universitaire Olivier Le Cour Grandmaison a lancé un appel à une vaste mobilisation contre le racisme et la xénophobie d'État, auquel ont répondu de nombreuses organisations, dont le NPA. Une journée de protestation nationale est prévue le 28 mai.



Marseille, le 4 septembre 2010. 10 000 personnes avaient participé à la manifestation contre le racisme d'État. (PHOTO THÈQUE ROUGE/MB)

Mois après mois, ce gouvernement poursuit inlassablement son offensive contre les immigrés, les demandeurs d'asile et les sans-papiers, mal nommés « clandestins » pour faire croire que leur présence sur le territoire est une menace pour l'ordre public, les « comptes de la nation » et la cohésion de la France. Selon un procédé démagogique et obscène, désormais bien rodé, qui vaut pour la politique sécuritaire comme pour la politique d'immigration, à chaque fait divers, un projet de loi et/ou de nouvelles dispositions réglementaires. Rappelons, en effet, que le texte élaboré par l'ancien ministre des Expulsions, Éric Besson, défendu au Sénat puis à l'Assemblée nationale par son successeur Brice Hortefeux, a pour origine l'arrivée sur une plage corse de nombreux réfugiés kurdes fuyant la Syrie ; pays bien connu pour ses glorieuses traditions démocratiques respectueuses des droits de l'homme et de ses minorités. Prenant prétexte de cet événement et des incidents survenus l'été dernier à Grenoble, ceux qui servent la politique de Nicolas Sarkozy ont donc élaboré un énième projet législatif destiné à renforcer toujours plus l'arsenal juridique et policier mobilisé contre les immigrés et les Roms. Soit dit en passant, que faisait alors celle

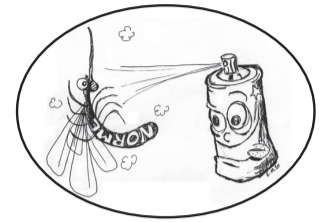
qui se répand aujourd'hui dans la presse nationale en se présentant comme l'avocate intrépide et « rebelle » des droits de l'homme, Rama Yade? Quand s'est-elle élevée contre ces orientations, entre le moment où elle est entrée au gouvernement et celui où elle en a été remerciée? Où sont ses déclarations condamnant les dispositions aujourd'hui adoptées par les députés : déchéance de la nationalité pour les Français naturalisés depuis moins de dix ans condamnés pour meurtre d'agents dépositaires de l'autorité publique, rétention portée à 45 jours, possibilité pour les préfets de prononcer à l'encontre des expulsés une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de cinq ans, ce qui revient à établir une sorte de double peine, à quoi s'ajoute la création de « zone d'attente flottante » où les étrangers concernés seront soumis à des procédures accélérées et dérogeant au droit commun? L'action de ceux qui prétendent défendre la République et ses principes, alors qu'ils les violent de façon grave et réitérée, a été jugée par un rapport officiel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme. Relativement à ces mesures, on peut y lire cette conclusion sans appel : « en l'état, les dispositions examinées ne permettent pas le respect effectif des droits de l'homme. » Voilà qui en dit long sur la

dégradation spectaculaire des droits et libertés dans ce pays, et sur la situation faite aux immigrés et aux demandeurs d'asile. Ce gouvernement persévère dans la stigmatisation des uns et des autres, et dans la chasse aux « clandestins », persévérons plus que jamais dans la construction d'une vaste mobilisation nationale et unitaire contre le racisme, la politique d'immigration de Sarkozy-Fillon et pour la régularisation des sans-papiers. D'ores et déjà, des dizaines d'organisations politiques et syndicales, de très nombreuses associations nationales et locales, et plus de 160 élus qui vont du Parti radical de gauche au NPA en passant par le Parti socialiste, Europe Écologie-Les Verts, le Parti communiste, la Gauche unitaire, le Parti de gauche, les Alternatifs, l'Union démocratique bretonne, le Parti occitan... soutiennent cet appel et la journée nationale prévue le 28 mai prochain. Après le temps nécessaire de l'indignation, voici venu le temps indispensable de la mobilisation. Il y a urgence!

Olivier Le Cour Grandmaison

Pour signer l'Appel et prendre connaissance de l'ensemble des signatures collectives et individuelles : www.reseau-terra.info/wordpress/?p=641

Normicides



On ne peut quand même pas affirmer que le patriarcat ne subit aucun revers. Des choses changent, évoluent, qui introduisent la politique, même dans les rapports les plus privés et qu'on pourrait croire les plus figés. Des preuves? Les statistiques disent que 80% des tâches ménagères sont encore effectuées par les femmes. Soit. Mais l'expérience vécue par la plupart des mecs dément complètement ce chiffre implacable, tout au moins pour les hétéros qui vivent en couple. Pour la plupart, il est évident de partager le travail quotidien avec leur compagne – et pas seulement de lui descendre sa poubelle à l'occasion –, de lui laver ses plats à gratin aussi, par exemple... Toute la subtilité est dans une intelligente et harmonieuse répartition des tâches dont les chiffres bruts ne pourront jamais rendre compte. Imaginons un déménagement. Que monsieur porte les cartons pendant que madame range, nettoie et nourrit les honnêtes travailleurs de force peut être considéré comme une répartition naturelle des efforts. Cette répartition peut aussi se faire par affinité : bien souvent, les hommes sont plus portés vers le bricolage et les femmes aiment garder la main sur la cuisine, le ménage ou le linge. Oui, surtout le linge : là, les stats explosent carrément à 98%. Les inégalités flagrantes qui résistent sont l'apanage des vieux : avec les jeunes, ça s'arrangera tout seul, ça s'arrange déjà. Vous dites? Le transport des cartons est beaucoup plus circonscrit dans le temps que le rangement qui le suit? Le bricolage ponctuel ne compensera jamais toute une vie de ménage, vaisselle et cuisine? Même pour les jeunes générations, l'arrivée des enfants est l'occasion de reproduire les bons vieux schémas genrés? Mais ça ne change à rien à la conclusion, voyons! Au fond, c'est le partage qui compte... à moins qu'il n'y ait, là aussi, un décalage de perception bien genré.

CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Envoie-le à la rédaction de Tout est à nous! qui le transmettra à l'équipe Normicides.

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

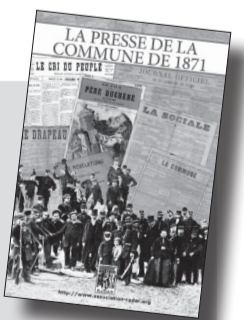
Dégage Faujour! Théo (Paris 10^e): Ça veut dire quoi ton truc page 3 du dernier numéro 92 de notre journal? Et ne dis pas que c'est du 3^e degré! J'ai peur de comprendre : tu dresses les mecs contre les nanas? Ce serait pas par hasard des Tunisiens, des Égyptiens ou des Lybiens? Qu'est-ce que tu sous-entends? Qu'ils se mobilisent contre les femmes? Parce qu'elle manifeste? Parce qu'elle est seule? Parce qu'elle ne porte pas de foulard? Comment comprendre ton « truc »? C'est nul! Souvent tu es limite dans tes dessins mais là, tu es complètement à côté de la plaque. Dégage! Ici comme là-bas : liberté, égalité, fraternité et vive la révolution. Tous unis, nous vaincrons. NB : heureusement, le texte n'a rien à voir avec l'illustration. Il ne faut pas accepter n'importe quoi!

Dégage Faujour! bis. Quelle surprise dans le dernier *Tout est à nous!* en voyant le dessin illustrant l'article sur le 8 mars, la journée internationale pour les droits des femmes. Ce n'est pas un dessin représentant des femmes en lutte, ni un dessin représentant nos gouvernants, principaux ennemis des droits des femmes aujourd'hui, qui ferment les centres IVG, rallongent l'âge de départ à la retraite et démantèlent la Sécu. Non, Faujour nous propose un dessin représentant des révolutionnaires égyptiens sur un tank, criant unanimement « Dégage! » à une femme portant un écriteau sur lequel est inscrit « Plus de droits! » « Quelle vision impérialiste, colonialiste que celle qui montre les pays arabes comme arriérés! » Cette

phrase issue de l'article que le dessin accompagne et qui désigne les « puissants du monde » s'applique très bien à Faujour. Ce dessin est en contradiction totale avec l'article qu'il accompagne, avec l'interview d'une camarade égyptienne à la page précédente et avec tous les témoignages qui nous parviennent d'Égypte et de Tunisie. Ce dessin s'ajoute à la trop longue liste d'images racistes, sexistes et homophobes de Faujour que nous avons accepté de faire paraître dans notre journal. C'est indigne d'une presse anticapitaliste. Il faut que ça cesse. Faujour dégage! **Leïla (NPA 19^e), Yoan (NPA Saint-Denis Université)**

RADAR

À l'occasion des 140 ans de la Commune de Paris, RaDAR (Rassemblement, diffuser les archives de révolutionnaires) a réuni sur un DVD les journaux les plus importants de la dernière révolution en France : *Le Journal officiel, Le Cri du peuple, Le Père Duchêne, Le Fils du père Duchêne...* Vous pourrez ainsi suivre l'histoire de la Commune au jour le jour grâce à plus de 240 journaux numérisés à partir de notre fonds mais aussi du fonds du Musée d'histoire vivante de Montreuil. Si vous achetez *Tout est à nous! la Revue*, vous pouvez commander ce DVD au prix spécial de 7 euros (frais de port inclus) au lieu de 15.



Les dernières élections cantonales

Les 20 et 27 mars prochain vont se dérouler les élections cantonales. Une moitié de sièges, soit 2 023 cantons, sont renouvelables dans les assemblées départementales, les conseils généraux. Ces élections seront les dernières car en 2014, la réforme territoriale entrera en vigueur. Il en résultera alors une refonte des fonctions des conseillers généraux et régionaux en conseillers territoriaux qui auront en charge à la fois les affaires du département et de la région.

La réforme territoriale n'a pas pour but essentiel de simplifier l'enchevêtrement des structures territoriales, il est vrai extrêmement complexe. Il s'agit d'abord de conforter les politiques néolibérales, par la suppression de la taxe professionnelle, la création des métropoles (qui capteront l'essentiel de la fiscalité au détriment des zones rurales), et la suppression de la clause de compétence générale qui permet aux départements et régions d'intervenir dans tout domaine correspondant à des besoins sociaux insuffisamment (ou pas du tout) pris en compte par l'État. Mais la réforme procède aussi d'un second objectif plus politique, celui de permettre à la

droite de reconquérir des positions face à un PS largement dominant dans les territoires.

L'élection des derniers conseillers généraux se fait au scrutin uninominal à deux tours qui favorise les deux partis dominants, PS et UMP. Les conseils généraux sont en charge de pans importants de la politique sociale. 60% des budgets sont consacrés à l'aide aux personnes âgées, à la petite enfance, à la jeunesse, aux personnes en difficulté. Le conseil général s'occupe des transports scolaires, des collèges, des routes départementales... C'est une collectivité qui a du poids. Les bilans des majorités sortantes, de droite ou de gauche, peuvent largement être critiqués pour les choix qui ont été faits. Mais cette élection ne donne en général pas l'occasion d'un débat politique qui traverse en profondeur le pays. Les campagnes des grands candidats sont marquées par le clientélisme. Les enjeux n'étant pas clairement perçus à une échelle de masse, l'abstention est souvent très forte, notamment chez les jeunes et au sein des classes populaires.

Les comités du NPA ont décidé localement de leur politique à cette élection dans un cadre global fixé par le Conseil politique national (CPN), pour des candidatures qui défendent un programme général et local de rupture avec les politiques libérales, radicalement opposées à la droite et à l'extrême droite mais strictement indépendantes du PS et des majorités sortantes qu'il anime. Les financements des campagnes se font également avec des ressources locales. Au final le NPA sera présent dans près de 200 cantons, seul ou dans le cadre de candidatures unitaires dans des configurations diverses, avec tout ou partie des formations qui composent le Front de gauche, avec les Alternatifs, les Objecteurs de croissance, ou des groupes politiques locaux.

Tout est à nous! donnera un aperçu des campagnes dans lesquelles le NPA est engagé.

Fred Borrás et Monique Migneau



François Cailly, candidat à Alençon. (CC)

Dans l'Orne, un département très rural et sous hégémonie de la droite, 20 cantons sont renouvelables, dont seize pour la majorité de droite et quatre pour le PS. Le NPA a choisi de se présenter à Alençon, Flers et L'Aigle, trois des quatre plus grandes villes du département. Le NPA et le PG 61 ont conclu un accord de répartition: «*Nous partageons la même volonté de rupture avec le capitalisme et d'opposition sans concession à la droite et à l'extrême droite.*

Nous ne faisons pas confiance au PS qui a choisi le cadre libéral et ses institutions, ni à son allié le PCF qui dirige, avec le PS, la région et les principales villes du département.

Nous avons décidé de ne pas présenter de candidatEs du NPA et du PG en concurrence sur un même canton, et d'appeler à voter réciproquement pour nos candidats.»

Le Front de gauche n'existe donc pas. Et les candidats du PCF sont, pour la quasi-totalité, tous englués dans la gestion avec le PS, soit à la région, soit dans les municipalités.

ÉE-les Verts, dans un canton où ils ne se présentent pas, vont jusqu'à soutenir le secrétaire départemental du PS à Argentan, où une plateforme de la coopérative Agrial va être construite. Celle-ci y accueillera d'importants stocks d'engrais, herbicides, et pesticides pour l'approvisionnement de tous les dépôts d'Agrial de la région. Cette opération présentée par la municipalité PS-PCF-Verts comme créatrice d'emplois n'est en fait que le transfert de 40 emplois actuels du site de Coutances (Manche). L'entreprise actuelle Agrial est déjà classée Seveso 2 haut seuil, à risque industriel majeur. Et ce nouveau site sera situé à 2 kilomètres du site actuel, à proximité d'une grande zone pavillonnaire!

Le NPA dénonce les subventions votées à l'unanimité par la droite et la gauche pour l'entreprise Faurecia. Donner des subventions à Faurecia est scandaleux! 60 suppressions d'emplois sont annoncées localement en décembre 2010, alors même que 700 emplois ont déjà été supprimés dans le groupe Faurecia/France en 2009, 364 en 2010 sur les 1 215 prévus. Dans le même temps, Faurecia annonce

des bénéfiques records pour 2010, avec un résultat opérationnel de 456 millions d'euros, un bénéfice net de 202 millions d'euros et un cash flow de 222 millions d'euros. L'argent public ne doit pas participer au financement des entreprises privées, encore moins quand elles licencient alors qu'elles font des profits! Seul le candidat du NPA défend cette position, celui du PCF votant les subventions à Faurecia dans le cadre de ses mandats de conseiller régional et d'adjoint au maire.

Le NPA dénonce également les millions qui ont été gaspillés dans un golf, alors que les aides sociales ont diminué, que les conditions de travail se dégradent au conseil général et que la précarité y augmente.

L'argent existe donc pour financer l'une des principales mesures que nous avançons dans la campagne: rendre les transports scolaires gratuits, une mesure sociale et écologique qui contribuerait à améliorer les ressources des familles des 11 000 élèves transportés chaque jour.

Correspondante

Accueil des jeunes enfants, elles ne lâchent rien!

Le collectif «Pas de bébés à la consigne!» appelle à une mobilisation nationale ce vendredi 11 mars. Son objectif immédiat est de maintenir la pression sur les élus pour qu'ils n'appliquent pas le décret Morano mais aussi dénoncer toutes les pratiques «de plus en plus comptables» qui sacrifient la qualité d'accueil et les conditions de travail des salariéEs.

Moins d'un an après le passage en force du gouvernement, les salariéEs ne lâchent pas l'affaire contre un gouvernement qui veut liquider l'accueil collectif des jeunes enfants et au-delà l'école maternelle.

Le décret Morano a fait passer la possibilité d'inscriptions en surcapacité de 10% à 20% dans les établissements et introduit une plus grande proportion de personnels moins qualifiés. Il a validé les jardins d'éveil qui accompagnent la liquidation de la scolarisation gratuite des enfants de 2 à 3 ans avec les suppressions massives de postes d'enseignants et qui intéressent... les

écoles privées. La droite a aussi initié les «Maisons d'assistantes maternelles» dont les salariées sont regroupées sans norme de fonctionnement ni accompagnement par d'autres professionnelles qualifiées.

Des municipalités privatisent des structures municipales, confient la gestion de nouveaux établissements à des «entreprises de crèche» privées par «délégation de service public».

De nombreuses collectivités locales, y compris «de gauche» pratiquent le «surbooking» d'enfants dans les établissements afin de «répondre aux besoins des familles».

Si les contraintes qui s'exercent sur les collectivités peuvent exister (critères de financement par les CAF orientés vers le privé et le «surbooking», réforme de la fiscalité locale...) des élus recrutent toujours plus de professionnels les moins qualifiés au prétexte d'une pénurie de professionnels qualifiés. Les régions ont pourtant une responsabilité directe dans la mise en

œuvre des plans de formation.

La création, en 2009, de «Pas de bébés à la consigne» regroupant des syndicats de la petite enfance et de l'éducation nationale, des associations et des mouvements féministes, a été déterminante dans la mise en mouvement des salariéEs de la petite enfance.

Après la parution du décret, le collectif a déposé un recours au Conseil d'État, interpellé les élus et organisé une réunion nationale des équipes et collectifs locaux fin janvier. À l'occasion de la mobilisation du 11 mars, il présentera un plan d'urgence pour la petite enfance qu'il entend populariser dans les mobilisations mais aussi dans les élections à venir.

À suivre...

Correspondant

1. www.pasdebebesalaconsigne.com

Élections professionnelles à Air France

Les élections du personnel se sont tenues le 4 mars à Air France. Sur les 56 000 salariés concernés (au sol et navigants), Sud Aérien enregistre la plus forte progression, passant de 5,5% à 8,54%. L'autre forte progression revient à l'Unsa. La CGT passe de 22,35 à 18,84% et la CFTD de 18,69 à 12,26%.

Dans l'industriel, regroupant 9 210 salariés qui réparent les avions, répartis entre les centres de Roissy, Le Bourget, Orly et Toulouse, la progression est encore plus remarquable. Sud Aérien devient le deuxième syndicat (et même premier hors collège cadre). Sud passe de 13,4 à 20%, l'Unsa progresse de 22,9 à 25,6% et les autres chutent: la CGT s'effondre, passant de 26,71 à 16%, FO de 15,2 à 12,2% et la CFTD de 14,4 à 11,3%.

Ce bouleversement est dû notamment au départ d'équipes entières de la CGT au Bourget et à Orly, motivées par l'exclusion de huit militants de la CGT Orly Nord en juin 2010. Ils refusaient la centralisation dans une section unique, dénonçaient la droitrisation du syndicat et liaient cette dérive à la révélation de faits de corruption (dirigeant national de la CGT Air France reclassé au sein des plus hauts cadres avec la paye qui va avec, un autre percevant 1 800 euros en plus de son salaire...). Cette exclusion pilotée par la direction d'Air France s'était accompagnée de la menace de licenciement du principal dirigeant, qui s'était vu retirer son mandat de délégué syndical par la CGT (lire *Tout est à nous!* n° 63).

Les salariés exclus ont alors créé un nouveau syndicat, le Collectif général des travailleurs unitaires (CGTU). Un front syndical commun Sud Aérien-CGTU s'est mis en place.

Le débat a fait rage pendant la campagne, entre dénonciation de la corruption dans le syndicalisme et défense des revendications (emploi sur le centre, préretraites et salaires).

La réponse des salariés a été à la hauteur de l'enjeu: une participation massive (68%) et un raz-de-marée Sud-CGTU!

À Orly-Nord (3 780 salariés), Sud-CGTU passe dans le collège 1 (ouvriers et jeunes embauchés) de 14,5 à 42,7% et dans le collège 2 (techniciens) de 13,4 à 34,9%, devenant de loin le premier syndicat. Même phénomène au Bourget (700 salariés) où Sud dépasse les 50% et rafle tous les sièges de délégués du personnel. À Roissy, la progression est forte aussi.

Le message des salariés est clair: ils défendent le syndicalisme de terrain, veulent des délégués proches d'eux et de leurs préoccupations, des emplois et surtout des hausses de salaire. Plusieurs luttes partielles qui posent cette exigence ont commencé à éclore.

Les militants NPA qui ont participé avec d'autres à ce superbe résultat voient confirmées leurs valeurs pour un syndicalisme unitaire et combatif. La voie est ouverte pour de nouveaux succès dans les luttes à venir!

Joël





Zemmour réac en terre réac.

Preuve que les médias publics sont bien sous la coupe de notre omniprésident en chasse sur les terres du FN, l'année 2010 et ce début 2011 sont riches d'enseignement. Didier Porte et Stéphane Guillon se sont fait virer de Radio France alors qu'aucune condamnation en justice n'a entaché leur travail. De l'autre côté, Éric Zemmour enfin condamné pour discrimination raciale peut continuer à distiller ses analyses racistes et sexistes sur France 2. Et pour aller toujours plus loin, l'UMP l'invite à un débat sur « la liberté de penser » ! L'ovation à Zemmour évoque davantage la liberté d'exprimer son racisme au grand jour qu'une quelconque liberté de pensée. Ce dernier le revendique à cette occasion : « Vous avez déjà supprimé la Halde, il ne faut s'arrêter en si bon chemin [...] supprimez l'action pénale pour les associations antiracistes, pendant que vous y êtes si vous pouvez supprimer leurs subventions ça ferait du bien au budget de l'État. Supprimez l'incitation à la haine raciale et à la discrimination [...], supprimez les lois mémorielles, supprimez toutes les lois de discrimination qui prennent les problèmes d'intégration à l'envers et donnent à la société française la fièvre cafteuse ». Zemmour signe et persiste.

Un mot, des mortEs. Un étranger gravement malade résidant en France est inexpulsable et peut obtenir un titre de séjour s'il ne bénéficie pas d'un « accès effectif » aux traitements dans son pays

d'origine. Des députés, soutenus par le gouvernement, veulent remplacer cette notion d'« accès effectif » au traitement par celle de « disponibilité ». Or, dans de nombreux pays, des traitements sont « disponibles », mais ils ne sont en rien « accessibles » à touTEs.

Le 8 février dernier, le Sénat a rejeté l'amendement, mais le gouvernement s'obstine, la loi est réexaminée en seconde lecture à partir du 8 mars. Adopté, ce texte plongerait les étrangers malades dans la clandestinité ou les renverrait dans leurs pays, où ils et elles mourront, faute de soins.

« Disponibilité » : ce petit mot inséré dans la loi, condamne à mort des milliers de malades. Des associations de malades, de migrantEs, de médecins, s'unissent dans la campagne « Un mot, des morts », pour s'opposer à cette modification criminelle et exiger le maintien de la loi dans ses termes actuels.

www.unmotdesmorts.org

Grève chez les peuples.

Mardi 8 mars, troisième jour de grève à Prisma Presse (*Géo*, *Capital*, *Femme actuelle*, *VSD*, *Gala*, *Télé-Loisirs*...), filiale française de l'allemand Gruner + Jahr. Après deux années difficiles, Prisma a renoué avec les bénéficiaires : 30 millions d'euros pour 2010. Des résultats obtenus par une stratégie de réduction des coûts à tout crin, supportée par l'essentiel par les salariés. Mais confrontés à l'inflexibilité de la direction au terme d'un mois de négociations salariales, les élus du personnel ont lancé un appel à la cessation du travail pour faire valoir leurs revendications

(notamment 150 euros d'augmentation pour tous, la titularisation des précaires, le rattrapage des inégalités de salaire hommes-femmes dans l'entreprise...). Les journalistes et employés du groupe de presse font désormais l'expérience d'une détérioration de leurs conditions de travail, similaire à celle que connaissent d'autres secteurs. La contraction des coûts engagée par la direction se caractérise par le non-remplacement des congés de courte durée, par la mutualisation des postes et la forte hausse de l'emploi précaire à temps plein (CDD, pigistes, stagiaires). Cependant, la mise en place à la tête de l'entreprise de « cost-killers » généralistes et interchangeables, se traduit par une colère croissante des salariés face à des gestionnaires préoccupés de la rentabilité à court terme... et de leurs bonus individuels indexés sur le surcroît de travail des salariés lambda. À Prisma comme ailleurs, on travaille désormais plus pour gagner moins – que la hausse du coût de la vie.

Les précaires se mobilisent au Monde interactif et à L'Equipe.fr

Ça bouge aussi du côté des précaires, véritables soutiers d'une presse qui ne pourrait survivre sans eux mais les condamne à l'insécurité sociale. 58 précaires sont recensés au Monde tandis que la rédaction web du journal *L'Équipe*, propriété lucrative du groupe Amaury, compte dans ses rangs près de 70% de pigistes. Dans un communiqué publié le 1^{er} mars, les premiers pointent la distance entre ce qu'ils

Le chiffre

12,3%

C'est la proportion de femmes dans les conseils généraux. Sur 101 départements, seuls six sont présidés par une femme. Alors que le premier tour des cantonales aura lieu le 20 mars, il semble que le visage des départements n'est pas en voie de féminisation. Pourtant, depuis 2008, la loi électorale fait obligation de présenter un titulaire et un suppléant de sexes opposés. Qu'à cela ne tienne, il suffit de présenter les femmes au poste de suppléante... Ainsi, à la première élection où cette condition a été imposée, 79,1% des titulaires étaient des hommes. Les 79,1% de remplaçantes pouvaient donc rester à la maison à s'occuper des enfants !

vivent au quotidien et les phrases pompeuses qu'on peut lire dans le journal sur la nécessaire défense du « pacte social à la française ». On sait ce qu'il en est de ce « pacte » capitaliste, qui réserve à une minorité le droit d'exploiter sans vergogne la grande majorité. Après une grève la semaine précédente qui leur a permis d'obtenir la régularisation de six d'entre eux, ils ont donc décidé de signifier leur mécontentement en manifestant, jeudi 3 mars, le bras en écharpe, symbole du handicap que constituerait leur absence pour le journal. À *L'Équipe.fr*, les salariés ont menacé d'une grève sans préavis, pour réclamer une amélioration de leurs conditions de travail et protester contre les différences de salaire entre le web et le papier (près de 1 000 euros), alors même que le site du seul quotidien sportif a engendré un bénéfice de 6 millions d'euros.

Grévistes sans papiers : la solidarité reconductible !

Samedi 5 mars était organisé, par le Comité de soutien unitaire de Paris 20^e, un concert de soutien aux grévistes sans papiers de l'arrondissement. 300 personnes se sont ainsi retrouvées, entre 17 heures et minuit. Au programme :

débat, projection, concert, convivialité et repas. Preuve est faite que le travail opéré, depuis les premières grèves de 2008, par ce comité, les syndicats et la population a porté ses fruits et s'inscrit dans le temps et l'espace militant, au-delà des régularisations déjà obtenues localement. Alors que le dernier piquet a été levé depuis octobre, que le mouvement piétine, que la grande majorité des grévistes ne sont pas encore régularisés, la solidarité ne débraye pas !

Carton rose. *L'Humanité* a sorti un numéro spécial pour la journée internationale des femmes ce 8 mars. À la une : « L'égalité c'est pas sorcier ! ouvrons la chasse aux idées reçues ». Bonne idée, à commencer par celle selon laquelle tout ce qui concerne les femmes doit être rose, comme la une de *L'Huma* et les pages consacrées aux droits des femmes. Encore un effort camarades !

FEMMES Solidarité internationale



Paris, le 5 mars. Près de 4000 personnes ont manifesté pour les droits des femmes. Cette année, le mot d'ordre était la solidarité internationale avec les révolutions en Tunisie et en Égypte. Une délégation a été reçue à l'ambassade d'Égypte. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DA)

NO COMMENT

Le chaos menace en Tunisie. Des soviets se mettent en place dans les usines. Cette pagaille risque de faire perdre de précieux points de croissance que le pays aura du mal à rattraper.

CHARLES SAINT-PROT, DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE D'ÉTUDES GÉOPOLITIQUES, LES ÉCHOS, LE 7 MARS.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®